



**HAL**  
open science

## Panorama des flux migratoires et dynamiques sociales centraméricaines.

Tanguy Samzun

► **To cite this version:**

Tanguy Samzun. Panorama des flux migratoires et dynamiques sociales centraméricaines.. 2012.  
halshs-00725838

**HAL Id: halshs-00725838**

**<https://shs.hal.science/halshs-00725838>**

Submitted on 27 Aug 2012

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Panorama des flux migratoires et dynamiques sociales centraméricaines.

Tanguy Samzun, juillet 2012

## TABLE DES MATIERES

Introduction	4
<b>1   Une aire géographique globalisée</b>	<b>8</b>
1. 1 Courte histoire centraméricaine de la globalisation de l'économie coloniale à nos jours	8
1.2 Les économies centraméricaines aujourd'hui	10
<b>2   Les migrations humaines, quels flux?</b>	<b>13</b>
2.1 Les migrations, objet d'un vif débat	14
2.1.1 L'analyse de la CEPAL	16
2.1.2 Le point de vue de l'OIT	17
2.2 Le secteur rural	21
2.2.1 Une agriculture diversifiée	21
2.2.2 Les migrations des paysans nicaraguayens	21
2.2.3 L'emploi rural non agricole	24
2.3 Les migrations non rurales	29
2.3.1 Les migrations ville-ville	29
2.3.2 La migration aux Etats-Unis	33
3  Un bref éclairage sur le Honduras	37
Conclusion	40
Bibliographie	41
<b>Graphiques</b>	
1. Moyenne des taux de croissance économique (%) en Amérique Centrale, 2002-2009	10
2. Structure du PIB par secteur économique en Amérique Centrale, 2005	13
<b>Tableaux</b>	
1. Indice de Développement Humain et PIB par habitant en Amérique centrale, 2008	5

2. Les exportations de fruits et légumes (Tonnes)	22
3. Indicateurs des marchés du travail (2000-2005)	23
4. Migrants illégaux aux Etats-Unis par pays d'origine. En janvier pour les années 2007-2010	33

### **Cartes**

1. L'économie coloniale	8
2. Vue générale des migrations dans l'isthme	14
3. Les migrations au Nicaragua	24
4. Flux migratoires dans l'isthme, en nombre et par type	27
5. les migrations internes dans l'isthme centraméricain	29
6. Amérique centrale et Caraïbe : évolution de la quantité et de la taille démographique des villes, 1950 et 2000.	31

### **Encadrés**

1. Présentation des principales données d'analyse quantitative sur les migrations	16
2. Hypothèses de la CELADE sur le futur des migrations internes latino-américaines	17
3 Classification internationale type, de toutes les branches d'activités économiques	25

## Introduction

Même aux yeux d'un observateur latino-américain, les changements vécus ces trente dernières années dans les pays de l'Amérique Centrale<sup>1</sup> demeurent assez impressionnants. Dans les années 1970 et 1980, la persistance des inégalités sociales et le contexte géopolitique avaient effectivement donné lieu à d'effrayantes guerres civiles dans une large partie de l'isthme. La région était alors une ligne de fracture dans le cours de la Guerre Froide et une obsession majeure de la politique extérieure américaine. Puis, sous la pression diplomatique extérieure et grâce à leur indéniable courage politique, les dirigeants de l'Amérique Centrale sont parvenus à négocier une fin à ces conflits et à établir un processus de transition dans lequel des gouvernements démocratiquement élus ont succédé à des régimes autocratiques, pour certains particulièrement brutaux. Il en résulte une période de relatif optimisme, portée par le développement économique de la région, ainsi qu'une certaine indifférence de la part des acteurs extérieurs, et en particulier des Etats-Unis. Ces vingt dernières années, l'Amérique Centrale s'était glissée hors du radar du Département d'Etat américain.

Mais c'était sans compter sur les développements les plus récents. La région s'invite en effet à la une de l'actualité pour des raisons bien peu flatteuses. Probables symptômes de phénomènes sociaux que nous chercherons à cerner, trois pays de l'Amérique Centrale – Honduras, Nicaragua et Guatemala – ont connu de sérieuses anomalies dans leur processus électoraux, rappelant la fragilité de leurs institutions démocratiques. Le coup d'Etat au Honduras en 2009, la main-mise de Daniel Ortega sur les institutions démocratiques au Nicaragua, puis, le 14 janvier 2012, l'arrivée au pouvoir de l'ex-Général Otto Pérez Molina comme indice de la faiblesse de l'Etat du Guatemala à exercer son autorité sur le pays, sont autant de signes d'une situation politique pour le moins fragile.

Si ces pages ne peuvent examiner l'ensemble des facteurs qui contribueraient à déterminer la dynamique globale de la région, elles se donnent l'objectif de situer une série de symptômes, comme ceux que nous venons de présenter quant à la situation politique.

La forte recrudescence de la violence et de la criminalité pourrait être un des premiers symptômes à analyser, et probablement l'est-il en importance pour les habitants de la région. Reste qu'il est d'un abord difficile dans la situation de pré-enquête qui est la nôtre. Tout juste pourrions-nous présenter une série de données relevant l'augmentation statistique des crimes, mais ce n'est là qu'un bien faible indice pour comprendre ce phénomène.

Dès lors, et en adéquation avec les visées de notre enquête, nous commencerons plutôt par mettre l'accent sur la transcription locale de la dynamique de globalisation économique qui peut servir, selon nous, de point de cadrage global (partie 1). Nous inviterons le lecteur à faire un petit détour par l'histoire de l'économie coloniale, nous permettant de visualiser combien l'isthme fut l'objet d'un va-

---

1 L'Amérique Centrale désigne pour cette étude le Guatemala, El Salvador, Honduras, Nicaragua, Costa Rica et Panama. Même s'il fait géographiquement partie de l'isthme, Belize est plutôt considéré comme appartenant à l'aire caribéenne, pour des raisons historiques principalement.

et-vient permanents de migrants-colons, les colonisés étant, eux, comme tragiquement riviés à leurs terres. La situation actuelle semble indiquer, à l'inverse, que ces anciens colonisés, désormais *salarielement*<sup>2</sup> libérés, ont tendance à s'arracher à leur terre, à profiter autant que possible des diverses opportunités de travail qui s'offrent aux plus aventureux. En définitive, l'isthme centraméricain est traversé de flux migratoires que nous proposons de décrire en tenant compte de leur diversité et de leur spécificité (partie 2).

Les flux migratoires centraméricains seront abordés dans un premier point à travers les enjeux ruraux. Non seulement sont-ils encore importants en termes quantitatifs mais ils portent aussi les signes de certaines mutations sociales, dans la famille ou le travail par exemple, qu'il est indispensable d'analyser.

Le second point se penche sur les migrations non-rurales, urbaines, inter-isthmiques et internationales. C'est l'occasion d'évoquer la place qu'occupent certains secteurs productifs dans la mise en mouvement des centraméricains, ceux de la maquila, de la construction ou encore du tourisme.

Dans cette partie de notre travail, il ne s'agira pas tant de donner un cadre explicatif mais plutôt de réviser la littérature spécialisée en tenant compte des hypothèses de recherche que s'est donné « fabricamig ». Aussi chercherons-nous à développer certains thèmes associés aux questions de frontière, d'espaces productifs, de spatialisation et bien sûr le thème central des savoirs.

Enfin, nous avons estimé utile de faire un bref éclairage sur le Honduras, en forme d'invitation à davantage de précisions sur un pays assez peu étudié.

Mais auparavant, il nous faut faire deux mises en garde. D'abord celle-ci, toute généralisation autour de l'Amérique Centrale est périlleuse parce que la région est particulièrement hétérogène (voir Tableau1)

Tableau 1. Indice de Développement Humain et PIB par habitant en Amérique centrale, 2008			
Pays	Indice de développement Humain		PIB/hab (US\$)
	Rang	Indice	
<b>Développement humain élevé</b>			
Panama	54	0,76	13.348

2 Nous nous excusons pour l'emploi de ce néologisme. Il renvoie à une conceptualisation des relations sociales de production en termes d'opérations de médiation sociale structurellement versatiles, dont l'inspiration provient des travaux de P. Naville. Il ne s'agit là aucunement de s'en tenir aux définitions juridiques associées au terme de salariat.

Costa Rica	62	0,73	10870
<b>Développement humain moyen</b>			
El Salvador	90	0,66	6498
Honduras	106	0,6	3750
Nicaragua	115	0,55	2567
Guatemala	116	0,56	4694
<b>Source:</b> <i>Human Development Report 2010</i> , New York, PNUD, 2010			

Le tableau montre une division claire entre un sud développé, comprenant le Panama et le Costa Rica, et une partie centrale et nordique beaucoup moins développée, comprenant le Nicaragua, le Honduras, le Guatemala, et dans une moindre mesure, El Salvador. Mesurons (en PIB/hab) que le pays le plus riche est cinq fois plus riche que le pays le plus pauvre.

La seconde mise en garde relève des modalités d'écriture de ce rapport. Il s'inspire de la « cartographie » comme une technique d'enquête sur une réalité non encore abordée ethnographiquement, mais dont la délimitation territoriale constitue en soi un cadre décisif de l'analyse. Cela n'est évidemment pas sans incidence sur le statut des données ici reportées. Ce rapport se conçoit en effet davantage comme un guide de préparation à l'enquête de terrain, comme une carte ou un guide de voyage dont les pages se constituent à travers la collecte et la sélection d'informations produites par de nombreux autres voyageurs selon des finalités que nous nous sommes arbitrairement données.

La dernière mise en garde concerne les formes d'appréciation de la réalité étudiée. Il arrivera bien souvent que l'auteur de ces lignes finissent par interroger les divers constats qu'il a pu glaner. Si ces constats se formulent sous des traits parfois accablants, il faut bien rappeler de quel héritage procède la région. Il y a à peine deux décennies, la guerre civile régnait dans trois pays et un dictateur, Manuel Antonio Ortega, posait sa poigne de fer sur un autre.

S'il est bien certain que les défis posés à ces nations sont élevés, la région n'en bénéficie pas moins de quelques traits structuraux positifs. Le premier semble évident et tient à sa localisation géographique, entre la plus riche économie du monde et des économies sud-américaines en très nets rebonds. Outre sa biodiversité, et un fort potentiel de développement de sources d'énergies alternatives (solaire, thermique et hydraulique), cette « avantage » géographique nous a de ce fait incité à faire un usage de la cartographie. Par ailleurs, l'Amérique Centrale se trouve au milieu d'une transition démographique qui lui procure un avantage structurel d'importance. L'actuelle génération a l'avantage de voir le

fardeau de l'interdépendance générationnelle s'alléger dans la mesure où le rapport de la population active au nombre de nouveaux nés et de personnes âgées lui est beaucoup plus favorable que pour tout autre génération, antérieure ou future<sup>3</sup>. Cela impose la tâche de créer des emplois à un rythme accéléré, mais cela signifie aussi que si l'Amérique Centrale réalise les investissements éducatifs et productifs nécessaires pour améliorer le sort de cette cohorte, un fort accroissement de son indice de développement humain pourrait en résulter.

---

3 Programa Estado de la Nación, *Estado de la Región en Desarrollo Humano Sostenible 2008*, San José, Programa de Estado de la Nación, 2008, p.83.

## 1| Une aire géographique globalisée

Il existe bien des manières de traduire à une échelle géographique déterminée le phénomène de la globalisation de l'économie. Pour en déterminer les enjeux dans la zone géographique qui nous concerne, un bref détour historique peut s'avérer utile. Sans pouvoir rappeler la vivacité des débats que le terme suscite dans les études historiques, soulignons qu'elle prit bien des formes dans le cours de l'histoire et que la plus aisément observable, du moins avec une certaine exhaustivité, demeure la globalisation de la période coloniale, elle-même susceptible de subdivisions en d'autres périodes, selon des critères que le chercheur a à déterminer. Parmi ces critères, celui des rapports économiques a sans doute prédominé dans l'historiographie coloniale mais il ne peut masquer la formidable expérience de croisement culturel que la colonisation a suscité, permettant de préciser aux yeux des chercheurs comme du grand public la notion de métissage (Gruzinski, 1988). Sur ce point, ce rapport invite à croiser plus qu'à séparer les deux dimensions, économique et culturelle, du phénomène.

### 1. 1 Courte histoire centraméricaine de la globalisation de l'économie coloniale à nos jours

Dans une récente synthèse de l'histoire centraméricaine, il est possible d'avoir une vue globale des modalités qui ont présidé à cette globalisation (voir carte 1).

Carte 1: L'économie coloniale



Source: H. Pérez Brignoli (1985)

Première constatation, l'isthme n'est pas subdivisé en frontières nationales. Il existe comme terre offerte à l'appropriation et à la mise en circulation de ses ressources agricoles et minières, au profit de colons (sous-entendus espagnols) absents ici de la représentation. Le point de vue de l'empire espagnol se lit à travers les colonies anglaises et les routes de contrebande, seuls acteurs humains représentés et que l'on suppose opposés à ses intérêts.

Cette mondialisation se dessine déjà à l'aune de la capacité de captation et de mise en circulation de ressources considérées comme stratégiques dans le cadre d'un affrontement entre empires extérieurs à la zone, sans oublier leurs multiples et divers renégats. Outre les duretés du climat centraméricain, de la côte atlantique en particulier, l'économie coloniale devait affronter le défi (permanent) de la mobilisation de la main-d'oeuvre. Or, devant les résistances persistantes des natifs indiens (surtout présents dans l'altiplano du Guatemala), les colons ont principalement fait appel à la « méthode » du travail forcé, quand ils n'ont pas directement transplanté dans l'isthme la technique de l'esclavage omniprésente dans les îles caribéennes, et qui fut particulièrement prisée des colons anglais. Cette méthode de mobilisation de la main-d'oeuvre est bien connue pour être peu productive, mais s'explique aussi par la faiblesse des capacités techniques locales dans les domaines du transport, comme du travail agricole et minier. Ces faiblesses finirent par devenir la véritable source du pouvoir des colons établis dans l'isthme, à la fois face aux indigènes comme face aux autorités métropolitaines de leurs empires respectifs. La seule zone qui ne fut pas soumise aux structures traditionnelles de l'économie coloniale sera celle qui deviendra le Costa Rica. Zone faiblement peuplée, exploitée sous la forme de petites et moyennes propriétés par des colons européens, elle s'agence en adoptant rapidement les structures du salariat agricole, sans doute encore assez traditionnelles, mais beaucoup plus réceptives aux changements techniques, et plus « libres » sur le plan social.

L'affranchissement de la zone des empires coloniaux qui cherchaient à la dominer n'a pas modifié en profondeur les structures de l'économie coloniale à l'aube du XIX<sup>ème</sup> siècle. Cette dernière s'est vue subdivisée en nations avec leurs Etats respectifs, reproduisant la concentration et la répartition territoriale du pouvoir dans la main des élites coloniales, l'Etat-nation n'étant que la nouvelle forme de légitimation de leur pouvoir, se drapant d'un discours moderniste. Les querelles entre conservateurs et libéraux qui émaillent le cours de l'histoire de l'indépendance au XIX<sup>ème</sup> siècle cachent mal la reproduction d'un système économique qui cherche dans le même temps à profiter du vent de l'industrialisation naissante. Cette fois, la zone ne se tourne plus uniquement vers les anciens empires mais cherche à tirer profit de l'élan économique du grand voisin nord américain, de ses capitaux, de ses techniques, de sa flotte de guerre comme de ses colons assoiffés par l'or californien, ces derniers trouvant dans l'isthme un lieu de transit approprié (au Nicaragua principalement). Dès lors, l'histoire de l'isthme va se trouver irrémédiablement rivée aux intérêts pluriels des Etats-Unis d'Amérique, consacrant progressivement leur hégémonie. Des nouvelles nations qui composent la zone, le Costa Rica se distinguera une nouvelle fois par la stabilité et la conformité de ses institutions démocratiques avec les standards européens et nord-américains, qui dérivent selon nous de l'adoption précoce et

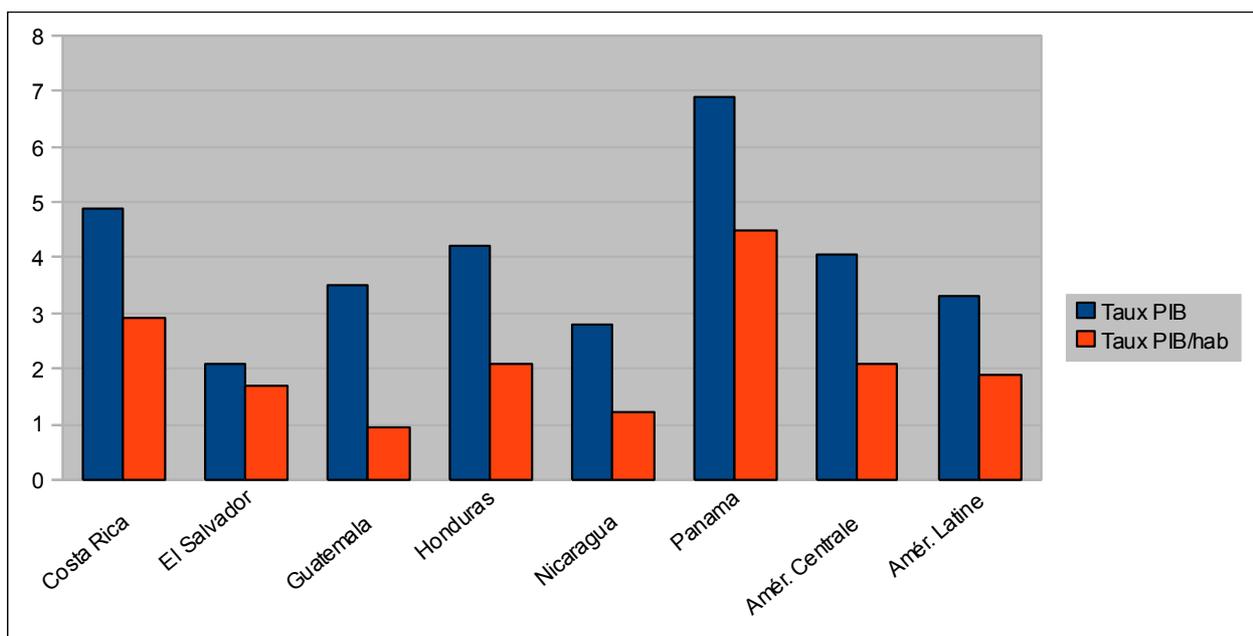
continué des structures salariales de son mode de production. Ce sont en effet ces structures qui sont à l'origine de la croissance économique du pays au XIX<sup>ème</sup> siècle, portée principalement par l'exploitation industrialisée du café, alors très prisé et mondialement encore peu concurrencé. Un pays manque pour dresser un tableau complet de l'isthme, le Panama. L'histoire du Panama pourrait complexifier les données mais en réalité son histoire, comme sa géographie, d'abord liée à celle de la Nouvelle Grenade puis de la Colombie, avant d'être entièrement subordonnée à des intérêts extérieurs, parfois rivaux, souvent complices, n'y ajouteraient pas grand chose. Le Panama est un pays peuplé dans une étroite partie - son fameux canal - par des colons de tous horizons, puis, dans sa partie géographique la plus large et la plus hostile - la fameuse forêt de Darién - par une myriade de peuplades indigènes en marge de la civilisation occidentale. Globalement indifférents au destin des autres nations de l'isthme, ses habitants ont d'abord sceller l'hégémonie - militaire et économique - des Etats-Unis dans la zone, avant de lui substituer une souveraineté « nationale » entièrement dévolue à la gestion des activités liées au Canal ainsi qu'à la captation - libre de taxes - des flux financiers internationaux.

Difficile d'affirmer que le XX<sup>ème</sup> siècle ait pu modifier la donne. Tout indique au contraire le creusement des écarts de richesse et de développement entre les parties nord et sud de l'isthme. Les divers régimes autocratiques du nord, plus ou moins éclairés, placés sous l'orbite militaire américain, n'ont produit qu'un appauvrissement généralisé à l'origine des élans révolutionnaires guévériens de leur population encore paysanne, dans les années 1960, et des luttes armées fratricides qui allaient dramatiquement ternir les deux décennies suivantes. Sombres tragédies qui conduisirent, comme en Europe cinquante ans plus tôt, au rassemblement des énergies nationales solidarisées par l'aimant protecteur du marché mondial. Et il est vrai qu'arrivées au seuil du XXI<sup>ème</sup> siècle, les économies du nord centraméricain ont toutes connues des taux de croissance remarquables. C'est en particulier le cas du Salvador qui semble être en mesure de construire une forme de développement plus autonome.

## **1.2 Les économies centraméricaines aujourd'hui**

Si l'on omet la contraction de l'activité économique de l'année 2009, l'Amérique Centrale a connu une croissance économique constante au cours de la décennie 2000, au-dessus même du taux de croissance moyen latino-américain. Les chiffres régionaux reflètent, en partie, la croissance spectaculaire du Panama durant la période 2002-2009 (voir graphique 1).

Graphique 1. Moyenne des taux de croissance économique (%) en Amérique Centrale, 2002-2009



Source: Comisión Económica para América Latina y el Caribe (CEPAL), *Anuario Estadístico para América Latina y el Caribe 2010* (Santiago, CEPAL, 2010), pp.77-78.

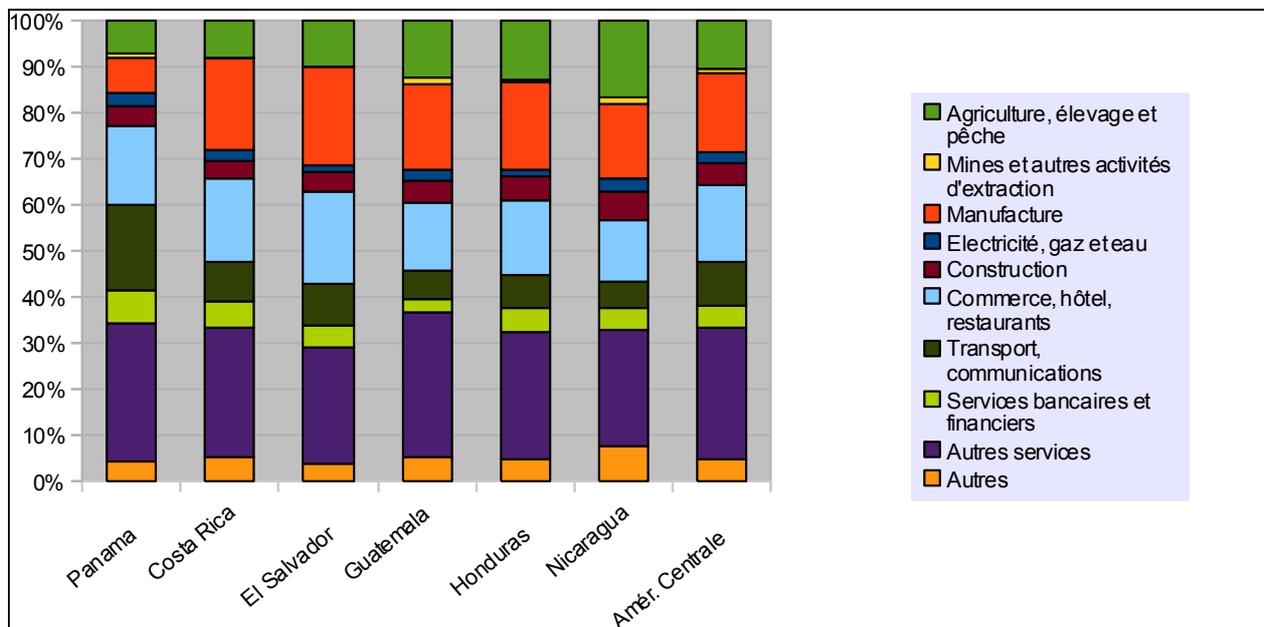
Il est fort probable qu'une grande partie de cette expansion soit liée aux liens de plus en plus étroits que la zone tisse avec l'économie mondiale. Vu la petite taille des pays centraméricains, leurs économies ne peuvent qu'être ouvertes. Il n'est pas un pays de la zone dont 50% du PIB ne soit pas le fait du commerce extérieur. Comme pour tous les pays du monde, la globalisation de leurs économies n'est par conséquent pas un choix mais une donnée de structure. Aussi ont-ils été prompts à signer et ratifier des accords de libre-échange avec les Etats-Unis, leur partenaire économique de loin le plus important<sup>4</sup>. Toutefois, soucieux d'amoindrir cette dépendance, et à l'exception du Panama, les autres pays de la zone ont récemment conclu la négociation d'un accord de coopération et de libre-échange avec l'Union Européenne, et, dans le cas du Costa Rica, un accord similaire avec la Chine et Singapour.

Pour autant, on comprendra aisément que la signature de tels accords n'est pas synonyme, loin s'en faut, de bénéfices sonnants et trébuchants. La tâche de la sophistication de leurs structures économiques (main-d'oeuvre, gestion du capital, systèmes techniques) est devant elles, et les obstacles demeurent réels et, comme il est de coutume de le signaler, distribués de façon inéquitable. Alors que

4 Pour donner un ordre d'idée, les accords bilatéraux entre les Etats-Unis et l'Amérique Centrale ont atteint la somme de 35 milliards de US\$ en 2009, soit à peu près le montant existant entre les Etats-Unis et l'Inde (chiffres du département d'Etat américain au commerce, *Data on countries and regions*, disponible sur le site: <<http://www.ustr.gov/countries-regions>>). Par ailleurs, plus de 50% des exportations centraméricaines vont aux Etats-Unis, 33% de leurs importations en proviennent, comme 37% de l'investissement direct extérieur (chiffres du Programa Estado de la Nación, *Estado de la Región en desarrollo humano sostenible 2008* (San José, Programa Estado de la Nación, 2008), p.533; CEPAL, *The direct foreign investment in Latin America and the Caribbean in 2009* (Santiago, CEPAL, 2010), Organisation Mondiale du Commerce, base de données statistiques disponible sur le site : <<http://stat.wto.org/Home/WSDBHome.aspx?Language=E>>. CAFTA-DR (sigle anglais de l'accord de libre-échange entre les pays de la zone et les USA) est entré en vigueur en 2009 pour le Costa Rica, et vient de se voir ratifier (octobre 2011) par le congrès et le sénat américain dans le cas du Panama, en attendant la signature finale du Président Obama.

la structure économique de chaque pays de la région a connu de rapides mutations, les différences entre chacun d'entre eux demeurent importantes. L'agriculture, l'élevage et la pêche sont des activités significatives pour le Guatemala, le Honduras et plus singulièrement encore pour le Nicaragua tandis que pour le Costa Rica et le Panama, leur contribution économique descend au-dessous du seuil des 8% du PIB. De façon connexe, le secteur tertiaire est beaucoup plus important au Costa Rica et au Panama. Dans ce dernier pays, les industries de manufacture sont marginales mais les activités de transport, de services financiers et bancaires comptent pour près du quart du PIB (Voir graphique 2). De la même manière, le type de marchandises exportées au sein de l'économie mondiale est particulièrement significatif. Ici, une nouvelle fois, le contenu des activités économiques du Costa Rica s'avère bien plus élaboré que celui de ses voisins (Cepal).

Graphique 2. Structure du PIB par secteur économique en Amérique Centrale, 2005



Source: Programa Estado de la Nación, *Estado de la Región en desarrollo humano sostenible 2008*, San José, Programa Estado de la Nación, 2008, p.160.

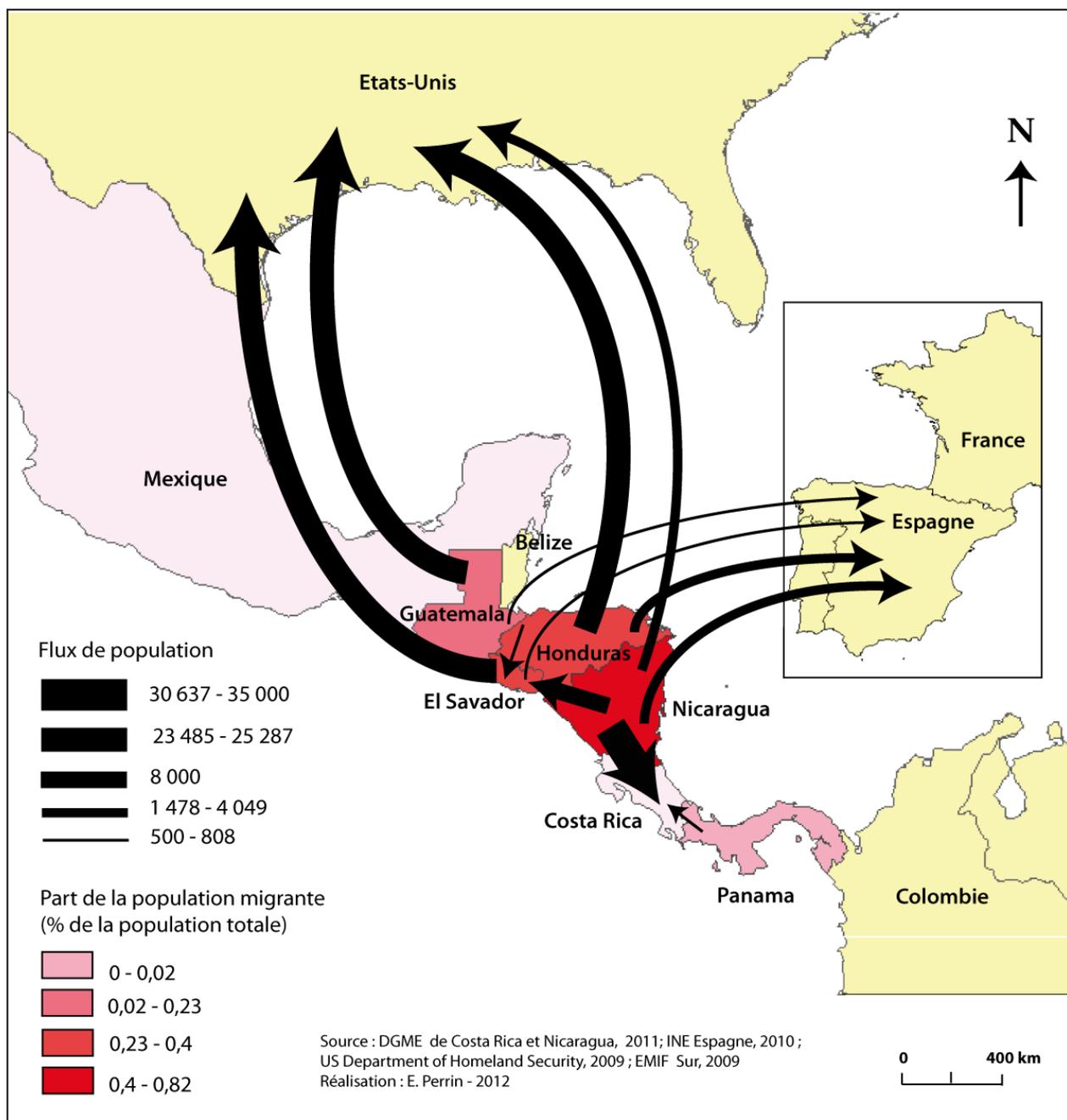
Pour les économistes de la Cepal (et d'autres), la diversification des structures des économies centraméricaines s'avère un indice de leur degré de développement. Bien que ce travail ne soit pas un relevé de performances économiques, ces dernières nous permettent cependant de détecter les conduits ou embranchements par lesquels circulent savoirs, hommes et capitaux, qui font l'objet de notre seconde partie.

## 2 | Les migrations humaines, quels flux?

Les forces qui provoquent les migrations sont sans aucun doute variées et complexes, et les explications globales pourraient bien ne pas répondre à de nombreuses situations individuelles. La pauvreté, les guerres, la famine et la répression constituent certes quelques-unes des causes majeures des migrations humaines mais comment ne pas faire mention de tous ces éléments qui poussent aujourd'hui de nombreux hommes et de nombreuses femmes à franchir une frontière nationale : les catastrophes naturelles, les inégalités de salaire entre pays riches et pauvres, l'urbanisation croissante, la réduction du coût des transports et des communications ; l'absence de respect des droits de l'homme dans certains pays, ou encore l'établissement de réseaux d'anciens migrants dans les pays de destination. Dans un avenir proche, le changement climatique pourrait bien augmenter la pression migratoire. Globalement, les migrations internationales contemporaines semblent d'abord être le fait d'un système social et économique qui provoque et s'alimente par d'incessants écarts de richesse, de qualification, de protection sociale entre pays, entre continent, entre groupes sociaux et individus. Pour la Commission Mondiale sur les Migrations Internationales, ce sont les 3 « D » qui forment les forces déterminantes des mouvements migratoires : développement, démographie et démocratie (GCIM, 2005).

Ces phénomènes, loin d'être étrangers aux préoccupations des démographes, deviennent mêmes l'un de leurs sujets de débats favoris. De récentes enquêtes (parfois au sens policier du terme) statistiques tendent à complexifier le tableau traditionnel des flux migratoires sur le continent latino-américain. Aux migrations ville-campagne, puis aux migrations internationales se succèdent ou plutôt s'ajoutent les migrations ville-ville (Rodríguez Vignoli, 2011), complexifiant le phénomène des migrations internes (voir carte 1). Avant de porter notre attention sur chacune de ces réalités, un bref résumé des débats en cours permettra de cerner la manière dont ces phénomènes sont abordés par les spécialistes latino-américains.

Carte 2 : Vue générale des migrations dans l'isthme



## 2.1 Les migrations, objet d'un vif débat

Sans surprise, la plupart des rapports institutionnels récents font état de l'impact de la crise économique et financière de 2008 sur les flux migratoires<sup>5</sup>. Sur ce point, la crise de 2008 permet de souligner la remarquable solidité des économies latino-américaines face à la crise, mais elle confirme aussi dans le champ des études migratoires l'idée que les flux augmentent en période de croissance économique, et se tarissent en période de ralentissement économique. La relation « crise-migration »

<sup>5</sup> La littérature institutionnelle est très abondante sur le phénomène, principalement CEPAL, OIT, FAO, PNUD, HCR, Banque Mondiale, Banque Interaméricaine de Développement, FMI.

continue ainsi d'interroger les présupposés du capitalisme contemporain, notamment les analyses en termes de dépendance des économies sous-développées par rapport aux économies développées, ou de centre-périphérie, Certains analystes estiment que la récente crise permet d'observer de nouveaux phénomènes, l'émergence d'une intégration régionale aux formes asymétriques, avec le développement de formes de sous-contractualisation de l'emploi des migrants, en particulier concernant les niveaux de qualifications élevées et bas (Martínez Pizarro, 2011).

Ce constat sans surprise est repris pour signaler combien le phénomène, désormais ancré dans le paysage des études latino-américaines n'en soulève pas moins un paradoxe. Jamais autant qu'aujourd'hui l'exploitation du travail des migrants et les multiples formes de discrimination qu'ils subissent n'ont été aussi documentés alors que la capacité des gouvernements et des diverses institutions de la région à y remédier semble encore marqué du sceau de l'impuissance (Martínez, Reboiras y Soffia, 2009). Pourtant ce n'est pas faute de placer la thématique migratoire au cœur de l'agenda des instances internationales. Cet agenda fut d'abord alimenté par le « Dialogue à Haut niveau des Nations Unies » en 2006, par un Forum Mondial sur Migration et Développement (Belgique, 2007), puis au niveau régional par la constitution d'un Forum Iberoaméricain sur Migration et Développement (Cuenca, 2008 ; San Salvador, 2010), sans compter les multiples initiatives intergouvernementales, des agences de coopération, de la société civile ou des institutions de recherche. Bref, à bon droit l'on évoque l'idée d'une *effervescence migratoire* (Martínez Pizarro, 2011).

Pour l'heure le phénomène est perçu à l'aune des intérêts de chaque nation, plutôt comme un afflux à endiguer pour les pays d'immigration<sup>6</sup>, et pour les pays d'émigration comme un flux providentiel de transferts monétaires apportés par les émigrés. C'est cette lecture duale, nationale, et somme toute très sommaire du phénomène que certains observateurs cherchent à critiquer, en faveur d'une lecture plus ouverte à ses dimensions transnationales, comme à la variété de ses dimensions internes. Il faut cependant souligner que ces deux dimensions, transnationales et internes, de la migration sont rarement mises en relation, laissant supposer une différence de comportement entre les deux types de migrants qu'il faudrait à tout le moins interroger. Se font-elles au détriment des unes par rapport aux autres, ou se complètent-elles ? D'autre part, les grandes organisations internationales rivalisent d'expertise en faveur d'une vision positive du phénomène migratoire. Même si certains aspects négatifs sont relevés, la tonalité des rapports indique systématiquement les apports de la migration pour les pays d'origine comme pour les pays de destination. Il ne s'agit pas, pour notre part, de nier ces apports mais il convient certainement de savoir discerner certains angles morts dans les analyses. C'est notamment le cas de la littérature sur le transnationalisme, phénomène trop souvent perçu comme un élément positif d'intégration ou de développement et non, éventuellement, comme un frein.

Ces quelques limitations mises à part, il faut souligner combien l'ensemble des grandes instances internationales disposent d'un ensemble de données (encadré 1) d'une qualité sans cesse améliorée

---

<sup>6</sup> La récente décision prise par l'administration Obama de régulariser des milliers de migrants "illégaux" constitue une remarquable exception aux politiques migratoires des pays développés.

qui permet d'établir des diagnostics consistants. Parmi ces grandes instances, les analyses de la Cepal et de l'OIT seront plus particulièrement mises en lumière.

#### Encadré 1 : présentation des principales données d'analyse quantitative sur les migrations

Les modalités de collections des données en Amérique Latine se sont multipliées ces dernières années. Sur les migrations internationales, la principale limitation, en Amérique Latine comme ailleurs, provient de l'importance des migrations non régulières et des difficultés intrinsèques à leur quantification. Pour remédier au manque d'informations et tirer parti des sources disponibles, le CELADE<sup>7</sup> (division démographique de la CEPAL) a mis en œuvre un projet appelé IMILA (Project on investigation of international migration in Latin America). L'information fournie par ce projet s'appuie sur les données des recensements de l'Amérique Latine et donne à chaque recensement la population née (ou résident cinq années auparavant) dans un autre pays. Les données sur les personnes nées à l'étranger permettent de connaître un certain nombre de leurs caractéristiques socio-démographiques (sexe, âge, fécondité, mortalité infantile, état matrimonial, niveau d'instruction, activité). Les autres sources de données permettant l'étude des migrations internationales sont les enquêtes sur les ménages. Elles renseignent notamment sur les caractéristiques des immigrants et sur les liens entre les familles et leurs membres partis vivre à l'étranger. Le CELADE cherche aussi à obtenir des données sur les latino-américains recensés dans des pays extérieurs à la région, en particulier les Etats-Unis et le Canada. Enfin, les registres d'entrées et de sorties, qui captent le flux continu des voyageurs, fournissent des données sur les fluctuations conjoncturelles des mouvements migratoires. Elles permettent également, en collaboration avec les autorités chargées du contrôle aux frontières, de donner une appréciation relative du flux quantitatif de migrants irréguliers, mais aussi de leurs caractéristiques socio-économiques et temporelles (durée de la migration). C'est le cas surtout des données provenant des autorités américaines (US Department of Homeland Security) mais également des enquêtes réalisées depuis peu à la frontière sud du Mexique appelées EMIF Sud.

#### 2.1.1 L'analyse de la Cepal

La CEPAL réalise régulièrement une vue d'ensemble des migrations internes au continent latino-américain (la plus récente, CEPAL-OD, 2010) dans laquelle on peut lire en résumé la teneur de la discussion théorique. Dans ce document se dévoile la position singulière de la CEPAL, historiquement hétérodoxe face aux thèses économiques néoclassiques. Les auteurs multiplient les facteurs explicatifs des migrations internes au continent, ne cherchant pas à se limiter à la seule thèse d'une recherche d'amélioration de revenus. Il est ainsi fait mention d'une série de motifs non strictement économiques (habitat, cadre de vie, sécurité, éducation, emploi...) qui n'entrent pas dans les hypothèses de l'homo

---

<sup>7</sup> On trouvera une analyse très utile des outils statistiques disponibles en Amérique Latine dans le premier chapitre de Calvelo (2011).

œconomicus « néo-classique ». Munis de ces données plus complexes, les démographes (le document est issu de la section Démographie de la Cepal, le CELADE) avancent une série d'hypothèses (encadré 2) sur l'évolution des migrations internes dans lesquels ils insistent pour ne pas poser de liens trop directs entre développement économique et migration, que ce soit dans un sens ou dans l'autre. Ce document, essentiel pour qui veut avoir une vue d'ensemble des migrations en Amérique Latine, est surtout un moyen de mesurer les tendances émergentes.

#### Encadré 2 : Hypothèses de la CELADE sur le futur des migrations internes latino-américaines

1. L'intensité des migrations internes devrait augmenter comme conséquence du processus de développement économique et social
2. La migration interne conserve une relation chaque fois plus complexe avec le processus de développement à l'échelle régionale (non nationale). Toutefois si la direction du courant migratoire peut être anticipé par les disparités de développement entre régions, il existe une série d'exceptions qui mettent en doute la solidité de cette relation.
3. Compte tenu du sens prédominant des courants migratoires (voir l'hypothèse antérieure) et de ses caractéristiques d'âge et de niveau d'éducation, il est peu probable qu'elle contribue à réduire les inégalités territoriales.
4. Il est fortement probable que la migration contribue à créer des trappes à pauvreté dans les zones historiquement reléguées en termes socio-économiques.
5. La migration des campagnes à la ville poursuit la tendance à l'érosion de la croissance démographique en milieu rural, mais elle influe de moins en moins sur la croissance des villes.
6. Les grandes villes du continent présentent une émigration nette « authentique » et non une simple « déconcentration concentrée ».

Source : CEPAL-OD, 2010, p.19-20 (Trad. de l'auteur).

Parmi les nombreuses réalités mises au jour par ces analyses, il convient de souligner celles qui voient un certain tarissement du flux rural-urbain en faveur d'un flux urbain-urbain, tout en mentionnant que les premiers arrivés en ville ne sont pas les premiers partis pour l'étranger. Nous commenterons plus loin les caractéristiques de ces migrations, mais d'ores et déjà il est possible de mentionner combien la Cepal semble indiquer que les marchés du travail de la région, et de l'Amérique Centrale en particulier, sont extrêmement instables, et faute d'offrir des perspectives attractives, fonctionnent comme une série de tremplins à l'émigration.

#### 2.1.2 Le point de vue de l'OIT

Depuis maintenant de nombreuses années, l'Organisation Internationale du Travail s'est placée comme un acteur incontournable sur le thème des migrations internationales. Tel n'était pas le cas antérieurement dans la mesure où les pays de destination avaient la mainmise politique et statistique sur leur politique d'attraction (plus que d'expulsion) de main-d'oeuvre étrangère. Depuis lors, non seulement les pays industrialisés n'ont plus la même maîtrise de leur politique migratoire, mais l'importance prise désormais par les flux Sud-Sud permet à une agence comme l'OIT de fournir des données plus précises et de renforcer ainsi sa légitimité au plan international. Il va sans dire que plus que toute autre agence des Nations-Unies, l'OIT contribue à éclairer les dimensions sociales des migrations humaines. Sans doute est-ce là une bonne raison pour commenter ses analyses, mais il faut aussi ajouter que l'OIT a contribué à établir des normes sociales en matière de travail qui servent de référence dans bien des analyses sur les migrations.

Comme la Cepal, l'OIT insiste sur l'importance des disparités économiques entre et au sein des grandes régions du monde pour expliquer les mouvements migratoires (OIT, 2011). L'organisation note ainsi que les revenus des pays à haut revenu étaient 41 fois supérieurs à ceux des pays à bas revenu en 1975. En 2005, l'écart s'était élevé à 61. Au niveau descriptif, l'OIT fait remarquer combien les migrants d'aujourd'hui sont davantage des migrantes, surpassant en 2010 les hommes (51,6% des migrants dans le monde sont des femmes), et soulignant la contribution conséquente de l'Amérique Latine à cette tendance. Mais l'organisation souligne aussi l'importance des migrations temporaires. Il semblerait qu'il s'agisse là d'un phénomène en expansion, plutôt perçus positivement par les pays de destination et d'origine dans la mesure où les uns ne veulent plus avoir à gérer les conséquences d'une installation durable, et où les autres sont désireux d'en obtenir les bénéfices, notamment en termes de qualification et de compétence rapatriées. Pour les migrants, il n'est pas certain qu'il y ait là de réels avantages, d'autant moins que ces politiques migratoires sont souvent sujettes à l'arbitraire des pays de destination. Enfin, l'OIT n'oublie pas de mentionner la part grandissante des migrations « irrégulières » (irregular)<sup>8</sup>. L'agence souligne ainsi combien cette situation d'irrégularité est de plus en plus présente dans les régions du Sud, en particulier au Proche-Orient (Syrie, Liban, Jordanie, Turquie et Lybie), devenant propice à de nombreux trafics qui portent atteintes aux droits de l'homme élémentaires. Ce point essentiel de la discussion sur le statut des migrants est complété par une observation d'importance sur la multiplication des acteurs privés dans les formes de recrutement des migrants. Si elle se réalisait auparavant par des offices publics, mentionnant avec clarté les termes du contrat, ou le niveau de la rémunération, il existe désormais une véritable industrie de la migration, bien peu transparente, sinon proche de la traite comme il est possible de l'observer dans certains pays du Golfe Persique. Ce point noir des formes prises par les mouvements migratoires oriente plus encore le combat de l'OIT vers le respect des conventions visant à protéger les migrants de toutes formes de trafic, l'une de ses orientations prioritaires. Pour le reste, l'OIT conscient des susceptibilités nationales

---

<sup>8</sup> L'agence refuse explicitement les termes d' « immigration clandestine » ou « illégale », préférant adopter un terme plus adéquat quant à la situation vécue des migrants.

en ce domaine tente d'orienter son action vers l'expertise en matière de mise en cohérence des politiques migratoires au niveau des gouvernements et de leur ministère, ainsi qu'au développement d'une gouvernance sociale plus adaptée, notamment par la meilleure reconnaissance du rôle des organisations syndicales, de travailleurs comme d'employeurs, dans la gestion des mouvements migratoires. En Amérique Centrale, l'OIT s'avère un point d'appui dans l'adoption et la mise en application de certaines conventions qui visent à protéger les travailleurs, et notamment les travailleurs migrants (convention 97 et 143, de 1949 et 1975 respectivement). Soucieux d'offrir des analyses comparatives des situations d'emploi et de travail dans la zone, l'OIT a lancé une revue *Apuntes del mercado laboral* (OIT-Apuntes, 2011) qui offre des vue d'ensemble. Le second numéro permet ainsi d'évaluer les appareils statistiques centraméricains, et s'interroge sur l'apport de l'économie verte au « travail décent », objectif central de l'organisation. Ce numéro souligne par ailleurs deux phénomènes préoccupants pour la région : la violence juvénile et les difficultés d'insertion professionnelle « décente », en particulier en milieu rural.

Au risque de tomber dans un plaidoyer pro migratoire, les experts cherchent à valoriser les apports démographique, économique et socio-culturel des migrants latino-américains aux sociétés d'origine et de destination (cf Canales, *in* Pizarro, 2011). Leur contribution à l'entendement du phénomène migratoire permet sans aucun doute de passer d'une vision humanitaire et sécuritaire (celle des réfugiés et des demandeurs d'asile) à une vision fondée sur le développement (intégral) et la protection des migrants (vus comme des travailleurs et plus globalement comme des citoyens). Les recherches menées dans le cadre des grandes instances internationales ont ainsi pris le phénomène avec la gravité et la méthode qu'il mérite, contribuant à placer le thème au cœur de la discussion publique. Sur ce point, les chercheurs, peu scrupuleux quant à la neutralité axiologique de leurs propos, s'avèrent très fortement engagés dans la perspective d'une amélioration notable des droits sociaux et politiques des migrants. Trois pays sont particulièrement visés : les Etats-Unis, l'Espagne et le Mexique (ce dernier comme pays de transit). Ces pays sont par ailleurs les plus importants producteurs de travaux dans le domaine, dévoilant de fait les faibles capacités de recherche des pays centraméricains.

Dès lors que l'on quitte cet horizon international pour s'installer sur le plan des réalités locales, la plupart des travaux existants cherchent à éclairer le phénomène des migrations internes, et en particulier rurales. Le poids démographique des populations rurales est évidemment une raison à prendre en compte mais elle ne doit pas cacher une longue tradition « ruraliste » de recherche en sciences sociales, que seule les thèmes liés à la violence ou à l'éducation sont en mesure de concurrencer. Sur le point des migrations rurales, plus amplement étudiés ci-après, les analyses tendent à montrer toute la complexité du phénomène, signalant la diversité des situations centraméricaines, lesquelles associent ou superposent chacune à leur manière une multitude d'autres phénomènes, ayant trait à la famille, à l'école ou encore au travail (notamment Baumeister et al.,

2008). Ce sont justement les observations du travail en milieu rural qui ont permis de renouveler les analyses en montrant combien le monde rural est désormais en prise avec les réseaux économiques mondiaux, notamment comme un maillon essentiel de la chaîne productive agro-alimentaire, industrielle et globalisée. Bien entendu, ces observations, faites depuis maintenant de nombreuses années au Mexique (Lara, 2004 ; Chollet, 2011), ne se substituent pas à celles qui se mènent régulièrement à l'endroit des zones industrielles ou maquilas qui ont essaimé dans l'ensemble de l'isthme suite à la multiplication des accords de libre-échange. A cette occasion, les chercheurs ne manquent pas de souligner combien la plupart de ces zones n'ont pas été aussi génératrices d'emplois, de gains de productivité, ni même de développement de l'appareil productif. On mesure en ce domaine, comme en bien d'autres, le poids des promesses « néo-libérales » non tenues. Enfin, il faut ajouter que le cadre de discussion théorique s'appuie dans une grande majorité de cas sur les théories socio-économiques des marchés du travail (OIT, CEPAL 2007), toutes indiquant les usages différenciés de la main-d'œuvre (par sexe, âge, diplôme le plus souvent). Cela permet d'établir une série de diagnostics en termes de segmentation des marchés du travail, et de constater dans certains cas le manque structurel de main-d'œuvre qualifiée.

Il résulte de l'ensemble de ces travaux une nette propension à cerner le phénomène migratoire dans ses dimensions économiques, quitte à en critiquer les présupposés les plus néoclassiques. C'est là que la position de la CEPAL s'avère centrale, donnant le ton de maints travaux. La perspective segmentationniste adoptée amène les auteurs à deux conclusions principales, l'une centrée sur l'amélioration des « capacités » propres aux migrants (en termes de compétences mais aussi en termes de droits), l'autre axée sur la question des formes de structuration des activités productives. Il semble néanmoins que ce dernier point fait davantage l'objet des analyses de la Banque Mondiale et du FMI. En somme, l'on retrouve ici un partage entre offre et demande de travail qui pourrait être préjudiciable à un meilleur entendement des mécanismes sociaux à l'origine des mouvements migratoires.

## **2.2 Le secteur rural**

Aussi traditionnels puissent apparaître ces phénomènes de migration ville-campagne, il n'en impose pas moins au chercheur de redoubler d'attention. Car, même si par un heureux hasard la morphologie des groupes ruraux (âge, sexe, niveau d'éducation, taux de fécondité...) s'avérait stable, sa capacité à se reproduire n'en impose pas moins des techniques sociales sans cesse renouvelées qu'une vue « macro » de la stabilité des structures sociales centraméricaines pourraient vite masquer. Pour l'heure, avant enquête, peut-on se donner en premier lieu un tableau des principales tendances de l'activité en milieu rural, d'abord dans le domaine de la production agricole puis dans les secteurs d'emploi non agricole.

### 2.2.1 Une agriculture diversifiée

Historiquement les pays de l'isthme détenaient une agriculture similaire, principalement basée sur l'exploitation du café, de la canne à sucre, du coton ou de la banane, avec des poids respectifs variables selon les pays. Depuis les années 1980, les productions agricoles se sont très fortement diversifiées dans les fruits et légumes (ananas, avocat, papaye, citron...). Désormais, ces exportations agricoles non traditionnelles rivalisent et s'ajoutent aux produits d'exportation traditionnels de l'isthme qui maintiennent cependant leur capacité d'exportation. De tous les pays de la zone, le Costa Rica se démarque par les résultats les plus probants, fruits d'une stratégie tôt anticipée. Alors qu'en 1984, sa production de légume atteignait 69 mille tonnes, elle s'évalue en 2005 à près de 454 mille tonnes, ce qui se traduit par des exportations de produits agricoles de 700 millions de dollar fin des années 1960 à 2000 millions de dollar en 2006.

Tableau 2: Les exportations de fruits et légumes (Tonnes)

Année	Costa Rica	El Salvador	Guatemala	Honduras	Nicaragua
1984	21	7	36	29	2
1990	100	8	40	39	2
2004	581	43	120	172	32

Source : Baumeister et al. (2008)

Comment comprendre l'avance prise par le Costa Rica en ce domaine ? Certes, la mise en œuvre précoce du processus de diversification de la production agricole n'est pas un facteur négligeable et montre combien les rythmes d'adoption de stratégies productives efficaces demeurent un élément primordial d'analyse. Mais ce sont surtout les formes sociales de la production qui s'avèrent également déterminantes pour comprendre l'avance de ce pays. Ici, le Costa Rica s'appuie sur les points forts de son histoire agricole coloniale en termes de structures techniques de la production, de formes et tailles de la propriété agricole, de qualification de la main-d'œuvre, autant de facteurs qui ont permis de meilleures rémunérations pour les salariés d'un monde agricole modernisé, et qui vont de ce fait attirer la main-d'œuvre du voisin nicaraguayen.

### 2.2.2 Les migrations des paysans nicaraguayens

De tous les pays de l'isthme, le Nicaragua se pose comme celui qui connaît les plus forts taux de migration rurale, essentiellement vers le Costa Rica et El Salvador. Le cas nicaraguayen n'est pas

singulier ; il permet d'illustrer selon nous une grande partie des logiques des migrations rurales dans l'isthme.

Dans le cas du Costa Rica, les migrations de paysans nicaraguayens nous permettent de souligner l'importance du facteur rémunération. Car pour le reste les structures du marché du travail du Nicaragua sont similaires à ses voisins : même taux de population économiquement active, même taux de chômage, ou encore même croissance démographique (cf Tableau 3)

Tableau 3 : indicateurs des marchés du travail (2000-2005)

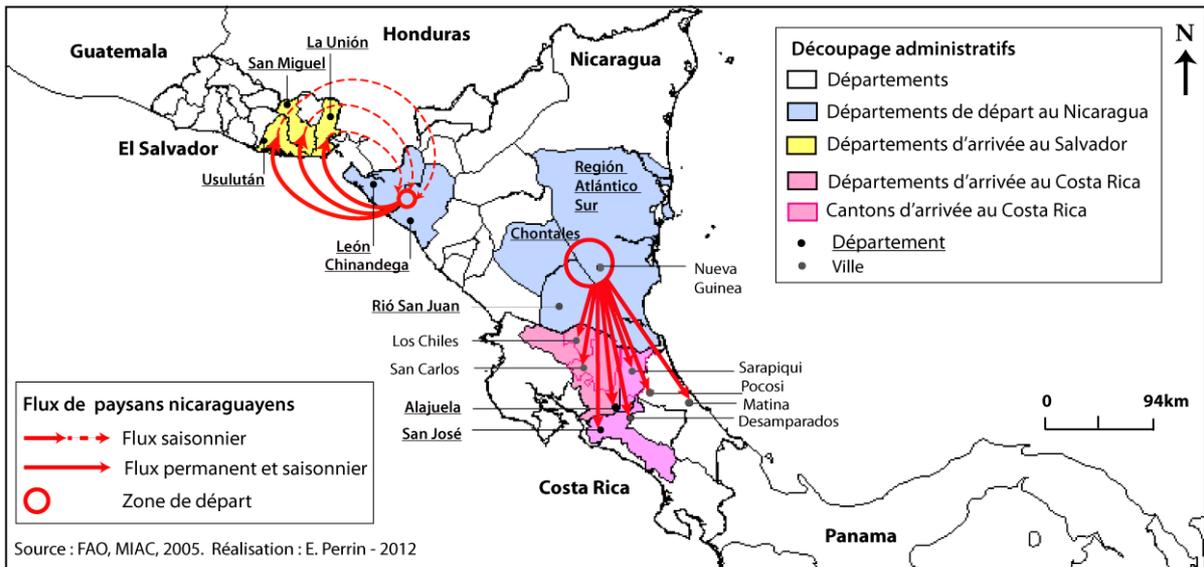
<b>Variables</b>		<b>Costa Rica</b>	<b>El Salvador</b>	<b>Nicaragua</b>
Taux d'activité	Force de travail / population active(%)	56,8	55,5	56,6
Chômage		6,7	6,9	7,6
Croissance démographique	% annuel	2,4	2	2,8
PIB/hab	US 2006	5097	2219	865
Salaire moy	US\$ mensuel	381	232	130
Salaire rural moy	US\$ mensuel	278	144	86
PIB agricole-PEA	US\$ annuel	7 548	4 241	1787
PIB agricole -PEA-jour	US\$ journée	21	12	5
% PEA agricole/total	%	15	19	30
Exportations agricoles	Milliers, US	2014	427	512
% agriculture commerciale	% emplois agricoles commerciaux	36	23	17
% d'autoemploi et micro-entreprise /emploi total	% de la pop. Occupée	43,3	54,6	64,8
% pauvreté rurale	%	23	54	73

Remesas/hab	US\$-hab-jour	0,33	1,32	0,47
Remesas/hab	El Salvador=100	25	100	36
Salaire agricole 2006	US\$/jour	8	5-8	2-3
Salaire agricole 1985	US\$/jour	5	2,08	n-d

Alors qu'au Costa Rica la rémunération mensuelle moyenne équivaut à US\$ 381 environ, au Nicaragua elle se situe autour de US\$ 130. Rapporté à la journée, la rémunération est de US\$ 13 au Costa Rica, US\$ 7,70 au Salvador et de US\$ 4,30 au Nicaragua. Par ailleurs, si le niveau des exportations agricoles est sensiblement supérieur pour le Costa Rica, ce dernier ne compte que 270 000 travailleurs permanents dans le total de sa population économiquement active contre 600 000 travailleurs permanents au Nicaragua. Autrement dit, la question du rendement de l'activité agricole est cruciale pour comprendre les déplacements des Nicaraguayens. Ainsi, compte tenu de la proximité géographique et des liens tissés avec le pays de destination (au Costa Rica surtout), ces derniers sont davantage enclins à migrer du fait de la faiblesse des rémunérations dans leur propre pays. Ce constat est également valable pour les paysans guatémaltèques au sud du Mexique.

Il faut néanmoins préciser que ces migrations sont le plus souvent saisonnières (Voir Carte). Deux raisons principales sont à prendre en compte, d'une part le caractère même de l'activité (agriculture d'exportation), essentiellement saisonnier, et d'autre part, et de façon plus profonde, parce qu'il s'agit d'une stratégie des familles pour maintenir les conditions de reproduction du foyer sur le lieu d'origine (Nicaragua ou Guatemala). Dans ce dernier cas, les coûts supérieurs liés à la résidence et à l'éducation en pays étrangers, ainsi que la relative complexité des conditions légales de résidence sont des freins à l'installation en terre étrangère (Baumeister et al., 2008). Autrement dit, nous trouvons là l'une des logiques des migrations transfrontalières, jouant du différentiel sur des caractéristiques sociales plus ou moins connues entre pays (salaire, coût du logement, lois migratoires, par exemple), sachant que plus les différences sont prononcées, et plus la migration s'avère opportune.

Carte 3 : les migrations au Nicaragua



A l'image des travaux de notre collègue D. Prunier, il s'agira dans le cours de l'enquête de comprendre comment les groupes ruraux de l'isthme trouvent à reproduire leur moyen d'existence. Alors que ces groupes sont encore attachés (au divers sens du terme) à leur terre, ils sont de moins en moins paysans dans la mesure où la part des revenus familiaux issus d'une exploitation active de la terre s'avère désormais minoritaire (Köbrich et Dirven, 2007). Si nous ne pouvons entrer ici dans la description de toute la technologie sociale qui leur permet de produire leur mode d'existence, nous pouvons néanmoins en montrer un aperçu à partir de quelques-unes des évolutions de l'emploi rural non agricole.

### 2.2.3 L'emploi rural non agricole<sup>9</sup>

La définition même de l'emploi rural non agricole constitue un enjeu analytique d'importance. Elle met en jeu la frontière délicate entre le rural et son autre, l'urbain, frontière bien souvent définie du point de vue du monde urbain<sup>10</sup>. Afin de bien comprendre l'intérêt de se pencher sur cette forme d'activité, il faut rappeler que d'un point de vue démographique, si l'on combine les estimations de la CELADE avec celles de la Banque Mondiale, on atteint le chiffre de 43% de la population latino-américaine qui résiderait en milieu rural, soit 237 millions de personnes. Il s'agit là d'un chiffre considérable qui n'autorise pas de réduire le monde rural à la faible contribution au PIB de sa principale activité, l'agriculture.

D'autre part, cette activité est dans bien des cas sous-estimée et surtout, elle connaît des évolutions de forme particulièrement notables qui se combinent plus qu'elles ne s'opposent à d'autres formes

<sup>9</sup> Cette partie s'appuie sur le travail réalisé par Köbrich et Dirven (2007).

<sup>10</sup> Les critères utilisés par la Banque Mondiale pour désigner la population rurale en Amérique Latine se définissent comme suit : densité de population inférieure à 150 personnes au km<sup>2</sup> et distance à un centre urbain de plus de 100 000 habitants supérieure à une heure.

d'activités. La caractérisation de ces activités émane de la nomenclature de référence proposée par les Nations-Unies (voir encadré 3).

**Encadré 3 : classification internationale type, de toutes les branches d'activités économiques**

- A - Agriculture, chasse et sylviculture
- B - Pêche
- C - Activités extractives
- D - Activités de fabrication
- E - Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau
- F - Construction
- G - Commerce de gros et de détail; réparation de véhicules automobiles, de motocycles et de biens personnels et domestiques
- H - Hotels et restaurants
- I - Transports, entreposage et communications
- J - Intermédiation financière
- K - Immobilier, locations et activités de services aux entreprises
- L - Administration publique et défense; sécurité sociale obligatoire
- M - Éducation
- N - Santé et action sociale
- O - Autres activités de services collectifs, sociaux et personnels
- P - Ménages privés employant du personnel domestique
- Q - Organisations et organismes extra-territoriaux

Source : <http://unstats.un.org/unsd/cr/registry/regcst.asp?Cl=2&Lg=2&Top=1>

Le dynamisme de l'emploi rural non agricole (ERNA ci-après) s'évalue positivement, avec des taux de croissance supérieurs à ceux de l'emploi agricole, tout en étant intimement liés au dynamisme de l'agriculture. Le fait qu'il crée des sources de revenus complémentaires à l'agriculture (quitte à la transformer en activité secondaire) et qu'il développe des biens et des services aussi bien pour le monde rural que pour le monde urbain a sans doute contribué à limiter la pauvreté en milieu rural. Précisons qu'en employant le terme d'emploi rural, la définition prend en compte le lieu de résidence et non celui de travail, considérant de façon erronée qu'il s'agit là d'activités réalisées en zone rurale. Or, on ne sait pas exactement combien de personnes résidant en milieu rural travaillent en ville et combien de citadins travaillent en milieu rural (Dirven, 2004). On estime ainsi que l'augmentation de l'ERNA soit d'abord le fait de déplacement quotidien rural-urbain.

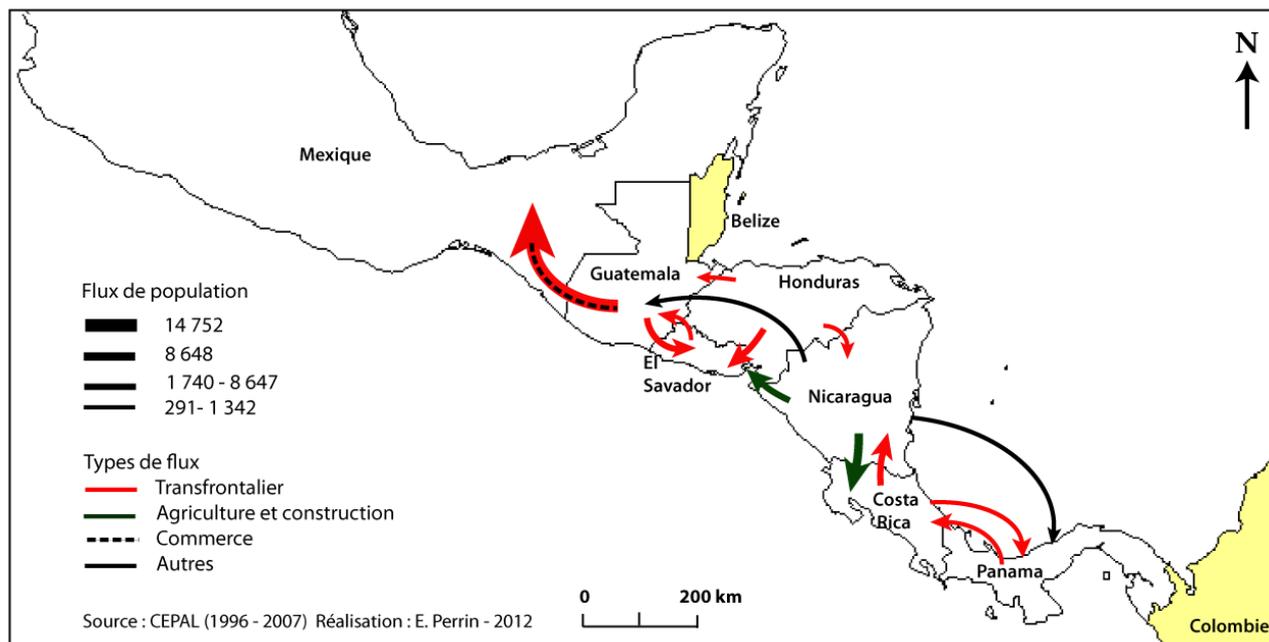
On peut comprendre, à la suite de ces considérations, combien la prise en compte de l'ERNA s'avère essentiel à la compréhension des dynamiques migratoires, ne serait-ce qu'en contribuant à interroger les rapports monde rural-monde urbain. Il semble en effet que la dynamique sociale de l'ERNA soit un facteur d'accroissement des inégalités face à l'emploi pour les populations les moins dotées scolairement et économiquement. Les auteurs de l'étude de la Cepal sur l'ERNA sont catégoriques : les différentiels de salaire ou de ressources productives n'expliquent pas la dynamique de l'emploi rural. L'expansion de l'ERNA conduit le secteur à capter les individus avec le plus de capacités et de

compétences, parfois en provenance de milieux urbains et donc à écarter les populations rurales déshéritées.

Géographiquement, selon les données de la CEPAL (Köbrich et Driven, 2007,), on retrouve le partage Nord/Sud (voir carte 3), avec une part majeure sinon majoritaire d'ERNA dans l'emploi rural au Costa Rica (65%), au Salvador (52%) et dans une moindre mesure au Panama (46%). Le Guatemala suit de près avec 44%, le Nicaragua (35%) et le Honduras (33%) montrant des chiffres qui désignent clairement l'importance de l'emploi agricole en milieu rural. Mais ce partage est encore sommaire car il faut regarder aussi les secteurs qui alimentent l'ERNA. Par branche, et par ordre d'importance en chiffre d'affaire, on a pour l'ensemble de l'Amérique Latine :

1. **Commerce.** C'est l'activité qui crée le plus d'ERNA dans tout le continent, en Amérique centrale surtout, et en particulier au Guatemala (35% de l'ERNA total). Elle est présente en quantité relative aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural et se compose essentiellement du « petit commerce » (entre 70% et 90%). Les guillemets sont de rigueur dans la mesure où de grands groupes agro-alimentaires (Bimbo, Coca-Cola, par exemple) agencent en grande partie cette activité de vente.
2. **Activités de fabrication.** Le Honduras se distingue avec 33% de son ERNA total, une part supérieure au commerce. Ce sont des activités relativement plus présentes en milieu rural qu'en milieu urbain. Parmi les activités regroupées dans cette catégorie, les industries agro-alimentaire et textile sont très largement surreprésentées (Nicaragua, Honduras et El Salvador surtout), et se caractérisent par les niveaux de scolarité des employés les plus faibles.
3. **Emplois publics.** En regroupant éducation, santé, services sociaux, administrations et entreprises publiques, il s'agit là de la troisième source d'ERNA sur le continent, sauf pour l'Amérique Centrale qui se distingue par des taux très faibles d'emplois publics en milieu rural. Dans cette région du continent, l'enseignement primaire est la principale source d'emploi public en milieu rural. L'enseignement supérieur est marginal sauf pour le Costa Rica et le Nicaragua.
4. **Construction.** Il s'agit de la 4<sup>ème</sup> principale branche d'activité en Amérique Centrale, surtout présente en milieu rural. C'est un secteur masculin, qui connaît une sub-division avec notamment les activités plus qualifiées à la finition et à l'entretien des édifices, très présentes au Nicaragua.

Carte 4 : Flux migratoires dans l'isthme, en nombre et par type

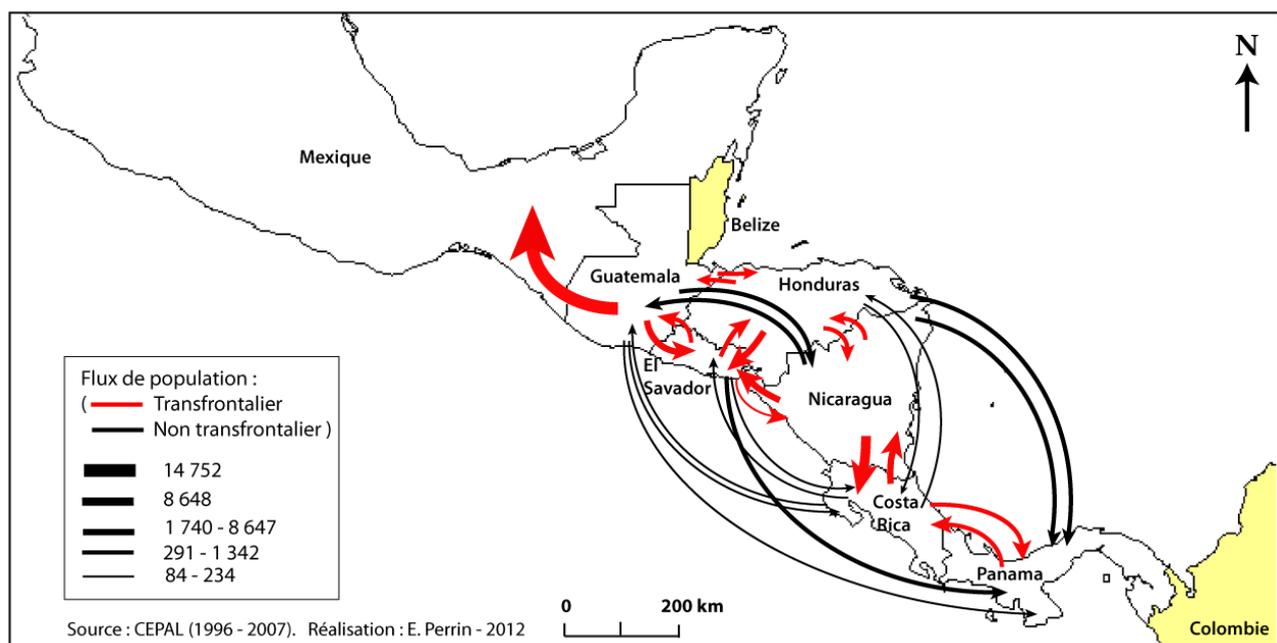


Ces quatre secteurs d'activité connaissent des modalités d'emploi très variables, de l'auto-emploi à l'emploi public, de l'emploi familial non rémunéré à l'emploi salarié. Ce sont autant de modalités qui dénotent de fortes variations dans les rémunérations et qui dépendent en grande partie de l'acquisition d'un bon niveau scolaire comme de la possession d'un capital économique et social relativement important. Il n'est pas rare qu'un foyer agricole entreprenant puisse ainsi cumuler des positions d'emploi dans ces divers secteurs.

Cela montre que la dynamique de l'ERNA se soutient bien de la dynamique agricole, instaurant ainsi de plus grandes opportunités à cette petite unité économique essentielle en milieu rural qu'est le foyer familial. Cet élargissement des opportunités permet également de se projeter sur des échelles spatiales diverses (de la vallée voisine à la capitale de l'Etat en passant par l'au-delà d'une frontière nationale), à l'origine de certains savoirs migratoires. Certes, l'école, la mairie, le centre de soins, les confréries religieuses ou les instances de micro-crédits sont bien présents mais les savoirs migratoires se construisent surtout à travers cette unité de production des modes d'existence qu'est la famille. Du moins, à la manière d'un conseil d'administration d'entreprise, est-ce là où s'observent le mieux les décisions et les modalités qui vont conduire à les mettre en oeuvre, à les faire exister. Comme toute institution sociale, pour se maintenir ainsi vivante, la famille n'a de cesse de se réinventer, et de réinventer le sens et les modalités de la migration, conçu depuis des millénaires sinon comme une ressource du moins comme un recours en cas de difficulté. Nul n'y échappe, pas même les personnes les plus âgées, migrant une dernière fois, d'un village à un autre, en quête d'un maigre espace pour finir ses jours. Si la famille nous apparaît comme un lieu décisif de captation, de production et de transmission de savoirs migratoires, le travail d'observation scientifique ne fait cependant que commencer. Quel type d'analyse entreprendre? S'agit-il de réexaminer d'anciennes conceptualisations,

par exemple les apports du structuralisme lévi-straussien sur les systèmes de parenté, ou encore les formalisations économiques d'inspiration soviétique (Chayanov), ou bien faut-il s'en démarquer et courir le risque de l'innovation conceptuelle ? Plusieurs éléments concourent à la deuxième attitude, et d'abord l'idée que les procédés d'emploi en milieu rural, et en Amérique Centrale tout particulièrement, se présentent comme une combinatoire où il s'agit non pas de savoir relever la part de l'ancien et du moderne, mais de savoir saisir les mécanismes sociaux qui favorisent ou empêchent d'anciennes et de nouvelles mobilités. Sur ces points, les travaux sur les espaces transfrontaliers sont sans aucun doute d'une grande pertinence pour la compréhension d'une grande partie des migrations internes à l'isthme (voir Carte 5).

Carte 5 : les migrations internes dans l'isthme centraméricain



Enfin, les travaux sur l'ERNA nous paraissent utiles à éclaircir ces mécanismes dans la mesure où ils permettent d'embrasser une grande variété de modes d'utilisation et de mobilisation de la force de travail, et d'éclaircir, répétons-le, les rapports entre le monde rural et le monde urbain qui nous semblent être au centre de bien des dynamiques migratoires en Amérique Centrale.

On note ainsi que le traditionnel critère de la migration de travail se trouve inclus parmi d'autres dans un ensemble statistique qui vise à objectiver la recherche de meilleures conditions de vie. C'est ainsi que certaines recherches mentionnent, parmi d'autres facteurs:

- l'accès à la santé
- l'accès à l'éducation primaire et secondaire
- la disponibilité des nouvelles techniques de l'information et de la communication (TIC)

- la qualité et le coût de l'habitat
- la qualité et le coût des transport
- le degré de sécurité
- le niveau d'emploi

Les villes s'avèrent dès lors des pôles relativement attractifs dans la mesure où elles rassemblent de nombreuses ressources. Néanmoins, les démographes indiquent à juste titre qu'elles détiennent également nombres d'inconvénients, l'insécurité, la pollution, le coût du logement ou encore la qualité médiocre des transports. Au final, s'il apparaît difficile de saisir statistiquement le poids de chacun des critères, ils permettent cependant de cerner les causes des flux migratoires inter-urbains avec davantage de précision.

## **2.3 Les migrations non rurales**

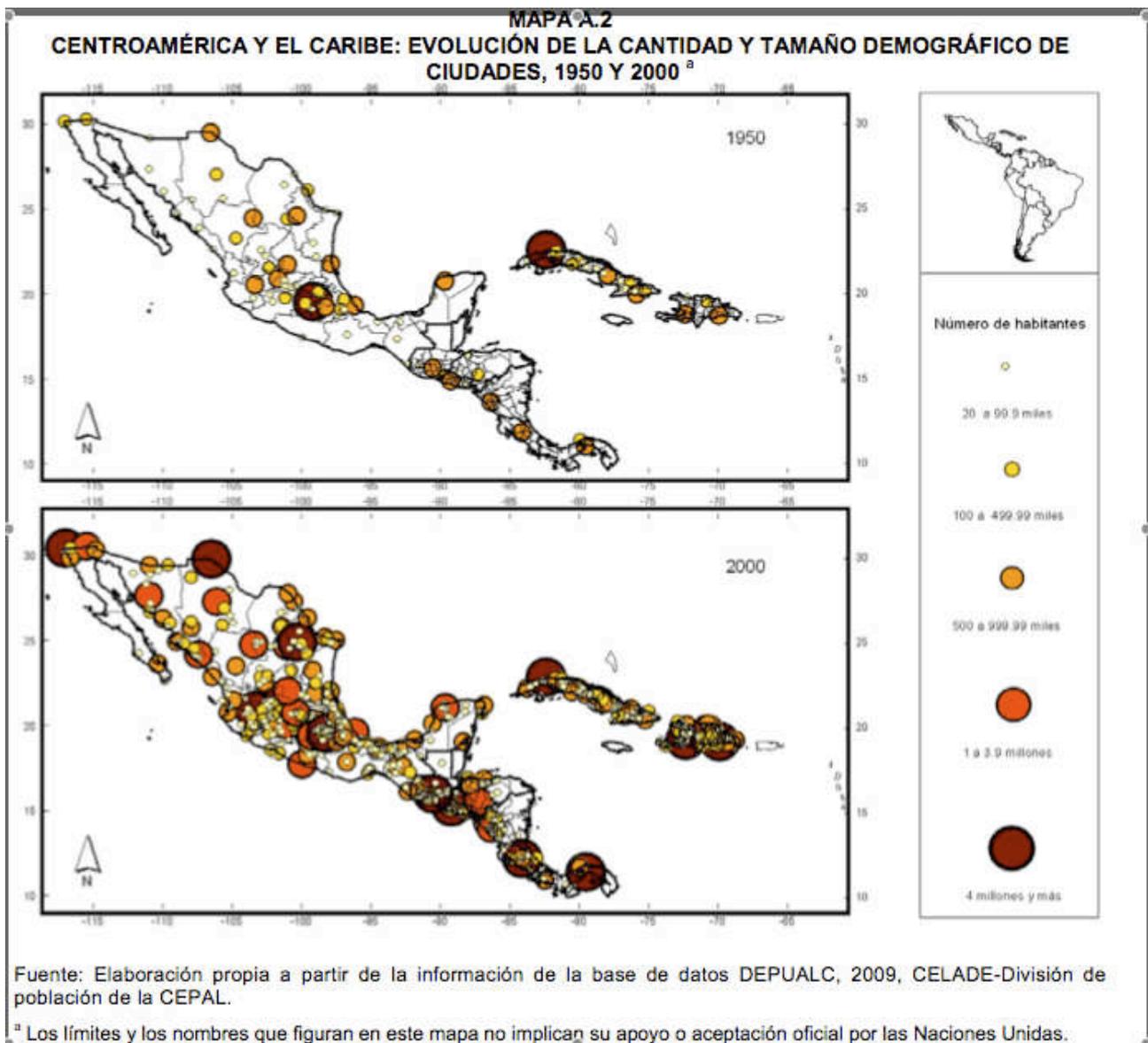
Avec la fin des conflits armés, l'objectif premier des pays de l'Amérique Centrale consistait, on l'a vu, à se replacer dans la compétition économique mondiale, avec les garanties et les obligations afférentes que pouvaient lui accorder les grandes institutions financières internationales (FMI et Banque Mondiale principalement). Outre la maîtrise de certains indicateurs macro-économiques (taux d'inflation, déficit public, niveau de réserve de change...), il s'agissait surtout d'adopter une série de pratiques et de principes permettant d'attirer les investissements étrangers. Immanquablement ressassés par les divers pouvoirs qui se sont succédés dans la région, la mise en place de ces politiques d'investissement et surtout leurs effets ont été pour le moins inégaux, notamment dans les rapports entre ville et campagne. Sur ce point, rien de neuf, le phénomène est très fortement documenté (Rodríguez y Busso, 2009). Durant plusieurs décennies, entre 1930 et 1970, le flux campagne-ville dominait avec des effets sociaux déterminants. L'un d'entre eux n'est autre qu'une urbanisation galopante. Le reflux de la migration ville-campagne s'est depuis réalisé au profit d'autres flux, celui des migrations ville-ville et celui des migrations internationales. Contrairement à ce dernier phénomène, très largement documenté, les migrations urbaines ne font l'objet que de rares analyses.

### **2.3.1 Les migrations ville-ville**

La migration entre villes, compte tenu du degré élevé d'urbanisation en Amérique Latine, est un phénomène qui est devenu majoritaire ces dernières décennies. La pluralité des logiques qui président à ces mouvements amène les observateurs à établir des constats prudents. La taille des villes à étudier constitue un premier point à aborder si l'on veut comprendre dans quel sens vont les flux migratoires.

Les dernières enquêtes montrent que les plus grandes villes, celles qui dépassent le million d'habitants, s'avèrent dans certains cas des lieux d'émigration. Le cas des mégalo-poles de Mexico ou de Lima, en décroissance démographique, est désormais un phénomène bien connu. Certes, cela s'accompagne parfois d'une croissance du périmètre urbain voisin, mais il semble que l'émigration vise désormais d'autres villes, plus lointaines, à la taille plus raisonnable. Il s'agit en tous les cas de saisir des logiques qui dépassent le constat classique de la désertion rurale. Le chapitre précédent tendait déjà à montrer que les rapports ville-campagne ne sont pas à sens unique, et compte tenu de la prédominance rurale de certains pays centraméricains, ces rapports sont plus souvent complémentaires qu'opposés. Ce constat est surtout valable pour le Guatemala et le Honduras où l'on trouve une faible partie de la population résidant dans des villes de plus de 20 000 habitants (31% et 33% respectivement). Reste que dans l'ensemble de l'isthme, l'urbanisation se concentre généralement dans une à deux grandes villes (en général une capitale politique et une capitale économique). La tendance migratoire en Amérique Centrale suit sur ce point les phénomènes observés dans les années 1950 dans les autres régions de l'Amérique Latine (voir carte 6 effectuée par Rodríguez Vignoli, 2011, p.59). L'Amérique Centrale s'illustre donc par une faible diversification de la taille des villes. Néanmoins il faut tempérer ce constat si l'on se place à l'échelle de l'isthme. La carte suivante montre très clairement les pôles régionaux urbains et l'apparition de pôles urbains sous-régionaux (en orangé).

Carte 6. Amérique centrale et Caraïbe : évolution de la quantité et de la taille démographique des villes, 1950 et 2000.



Ces pôles ou zones urbaines naissantes ne sont certes pas aussi nombreuses que celles qui existent au Mexique, mais il semble bien qu'il y ait quelques tentatives pour déconcentrer sinon décentraliser les activités dans d'autres zones urbaines que celles de la capitale. C'est au Guatemala, pays le plus peuplé de l'isthme, que la déconcentration semble la plus difficile. S'il y a mouvements migratoires entre villes, ils se situent très probablement au-delà de la frontière mexicaine. Guatemala City, à l'image de Mexico City, devient surtout une immense agglomération en voie de saturation. Au Honduras, les mouvements migratoires urbains se font surtout entre la capitale Tegucigalpa et la région de Cortès, pôle d'activité économique du pays, avec deux importantes villes, San Pedro Sula la capitale de la région et le port Puerto Cortès qui attire de nombreux investissements. Il s'agit là d'un port en eau profonde qui accueille un trafic international, en provenance des Etats-Unis, de l'Europe et de l'Asie. Dans le cas du Salvador, sa configuration géophysique pousse à concentrer ses habitants dans le plateau central où se trouvent la capitale et son agglomération. Plus petit pays de l'isthme, El Salvador est un pays fortement urbanisé, ses migrations sont donc essentiellement urbaines. Le Nicaragua est

dans une situation intermédiaire entre le Salvador et le Guatemala. Sa population rurale est encore importante, et sa population urbaine se concentre essentiellement dans la capitale, Managua. Quant aux deux pays du sud de l'isthme, si leur capitale accueille une importante partie de la population du pays, il faut noter une urbanisation beaucoup mieux répartie au Costa Rica qu'au Panama. Notons qu'au Panama, le port de Colón, seconde ville du pays, est aussi la seconde plus grande zone franche du monde.

Que se joue-t-il dans ces migrations urbaines ?

Même si les enquêtes se font rares pour capter le sens (dans les deux acceptions du terme) de ces migrations, on peut néanmoins émettre l'hypothèse qu'elles sont le résultat d'une diversité de motifs. Deux motifs principaux sont avancés et communément acceptés dans les analyses (par exemple Sassen 2007). Les villes les plus dynamiques économiquement, avec d'importantes opportunités d'emploi, attirent les migrants. A l'inverse, les villes où la dynamique d'emploi est réduite, et pâtissant de forts indices de pauvreté ont tendance à provoquer l'émigration. Reste que ces deux dynamiques sont trop schématiques. D'autres éléments sont à prendre en compte. D'une part, il existe d'importants mouvements dans les zones sub-urbaines, qu'elles appartiennent ou non aux grandes métropoles. D'autre part, ces mouvements ne sont pas l'indice d'un marché du travail plus dynamique, ils signalent plutôt l'importance d'être situé près d'une zone où de nombreux services sont offerts, améliorant le quotidien. La santé et l'éducation comptent parmi ces services, surtout présent en milieu urbain, au point que l'on évoque, dans ce dernier cas, le qualificatif de « migration éducative ». Cette migration peut s'opposer par ailleurs dans ses logiques et ses directions à la migration de travail dans la mesure où la relation entre offre éducative et dynamique d'emploi n'est que très diffuse. Enfin, il faut ajouter que la question du cadre de vie est particulièrement complexe dans le cas des migrations urbaines. Si l'offre de services est beaucoup plus importante qu'en milieu rural, de nombreux autres éléments de l'écologie urbaine ne sont pas des plus attractifs : temps de transport, pollution, habitat insalubre, insécurité.

Mais le discernement des indices d'attractivité des zones urbaines n'est pas seulement valable pour le cadre de vie général. Ces indices doivent être mis en comparaison, et rapportés au profil de la population migrante. La mise en comparaison entre pays et région ne semble pas donner de résultats tranchés. Sur ce point, « il n'y a pas de tendances prédéfinies et prévisibles » (Rodríguez Vignoli, 2011, p. 48). Il n'y a pas, par exemple, de cheminement échelonné entre villes à petite taille, villes moyennes et grandes villes. Dans l'autre sens non plus, il n'existe pas de véritables tendances à l'expulsion dans les mégapoles. Certaines, à l'image de Lima, continuent ainsi d'attirer des migrants. De même, ne peut-on discerner aucune logique marquée des extrêmes (grandes et petites villes) vers les villes moyennes.

Au final, il semble que l'unique constat réellement probant soit la faible attractivité des petites villes. Ceci ne signifie pas que toutes les petites villes soient des lieux d'émigration, il s'agit simplement d'une

tendance générale pour le continent latino-américain.

Dans l'ensemble, il faut retenir que les hypothèses explicatives de ces phénomènes sont bien plus complexes que celles qui avaient été émises à propos des migrations campagne-ville. Elles laissent pendantes une lourde tâche de mesure quantitative, notamment dans la captation de la diversification-différenciation des flux migratoires urbains<sup>11</sup>. Mais elle laisse aussi l'objectif de trouver des outils conceptuels adéquats, qui peuvent éventuellement être apporté par certaines approches contemporaines de la géographie et de la sociologie, dans les domaines combinés de l'économie, de l'urbain et bien sûr des migrations.

Cependant, l'on peut souligner à propos des migrations urbaines, et en particulier en Amérique Centrale, l'importance qu'elles constituent dans la migration vers les Etats-Unis. Il est désormais avéré que la migration vers la plus importante économie du continent ne puisse se réaliser sans faire une étape urbaine. La capacité de constitution de réseaux, de récollection des moyens financiers mais aussi d'obtention d'un meilleur bagage scolaire y est beaucoup plus forte. Avant d'en évoquer les principales caractéristiques, soulignons donc le fait que l'étape urbaine (qui peut être définitive) s'avère un nœud dans les circulations migratoires.

### 2.3.2 La migration aux Etats-Unis

Sans surprise, l'émigration vers les Etats-Unis demeure très importante, même après la crise de 2008. Les chiffres du département d'Etat américain sur le nombre de migrants illégaux présents sur son territoire confirment cependant une stagnation des flux, en particulier en provenance du Mexique.

Tableau 4: Migrants illégaux aux Etats-Unis par pays d'origine. En janvier pour les années 2007-2010

	2007	2008	2009	2010
<b>Mexico</b>	6 980 000	7 030 000	6 650 000	6 640 000
<b>El Salvador</b>	540 000	570 000	530 000	620 000
<b>Guatemala</b>	500 000	430 000	480 000	520 000
<b>Honduras</b>	280 000	300 000	320 000	330 000

Source : US Department of Homeland security, 2011

Cette stagnation récente des flux ne doit pas faire oublier que plus d'un tiers des centraméricains sont

<sup>11</sup> Le récent travail de Rodríguez Vignoli (2011) va dans ce sens et permet d'intéressantes visualisations de ces phénomènes (voir carte Panama).

entrés aux Etats-Unis après l'année 2000. Parmi les flux récents de migrants centraméricains aux USA, la part des migrants en provenance du Guatemala et du Honduras est en augmentation. On note ainsi que 46,2% et 44,4% des migrants guatémaltèques et honduriens sont arrivés récemment contre 18,6% pour le Nicaragua, 32,1% pour El Salvador et 30,1% pour le Costa Rica. Ces nouveaux migrants sont en majorité des hommes pour le Guatemala (61,2%), le Honduras (54,8%) et le Salvador (52,5%) ; des femmes pour le Nicaragua (53,8%), le Costa Rica (51,4%) et le Panama (64,8%).

Le portrait sociologique général de cette population est relativement bien connu. Il s'agit d'une population relativement jeune, en âge d'être économiquement active (entre 18 et 54 ans), faiblement diplômée, maîtrisant l'anglais correctement, et trouvant à s'insérer rapidement dans des secteurs d'emploi à faible qualification. Quelques distinctions méritent d'être signalées, au sein de la zone et par rapport à l'ensemble de l'Amérique Latine.

Le fait que cette population soit en âge d'être active représente une part importante de la force de travail des pays d'origine. D'après les statistiques disponibles, près de 5% de la force de travail latino-américaine a émigré aux Etats-Unis, proportion qui varie nettement selon les pays et les régions d'origine, l'Amérique Centrale constituant un lieu où l'émigration est plus importante. 4 situations peuvent être distinguées pour l'Amérique Centrale :

- une situation extrême où l'émigration peut représenter près du quart de la force de travail d'un pays. C'est le cas du Salvador où près d'un salvadorien sur cinq a émigré aux Etats-Unis.
- Une situation d'émigration importante, entre 10% et 12% de la force de travail du pays, situation que l'on retrouve dans les cas du Honduras et du Guatemala.
- Une situation d'émigration moyenne à haute, entre 5% et 10% de la force de travail du pays. Cette situation correspond à celle du Nicaragua.
- Enfin, une situation d'émigration moyenne à basse, aux alentours de 5% de la force de travail du pays, que l'on trouve au Panama.

D'autre part, en termes éducatifs, un net partage se dessine entre le nord et le sud de l'isthme mais cette fois la frontière ne se fait plus au Costa Rica mais au Nicaragua. La migration nicaraguayenne se distingue en effet par des niveaux scolaires bien plus élevés que celle du Guatemala, du Honduras et du Salvador. Les travaux de Baumeister nous permettent de comprendre qu'il s'agit pour le Nicaragua d'une certaine élite sociale.

Le dynamisme centraméricain aux Etats-Unis se reflète en outre par des taux d'activité très élevés. Pour la période 2005-2009, le taux d'activité est proche de 90% (Pizarro, 2010). Ce constat est non seulement valable pour les hommes mais il singularise surtout le comportement des femmes centraméricaines, de loin les plus actives de tout le continent latino-américain.

La distribution par secteur d'emploi et par sexe de la main-d'œuvre centraméricaine suit en grande partie les formes de la division sexuelle du travail, et ne se distingue pas des autres pays latino-

américains, et pas davantage entre pays de la zone : aux hommes de trouver à s'employer dans les secteurs des activités de fabrication, de construction, et de l'agriculture ; aux femmes de trouver emploi dans les activités de service. Deux situations d'insertion dans l'emploi relativisent ce constat. La première est celle de la participation importante des hommes dans certains services à la personne (préparation de repas, soins, nettoyage et entretien). La seconde est la participation notable des femmes dans certaines activités de fabrication, le textile principalement.

Pour connaître avec plus de détails les modes d'insertion de ces populations dans la société américaine, les travaux ne manquent pas, en particulier les études de genre sur la population d'origine latino-américaine (Hondagneu-Sotela, 2006 ; Herrera, 2005 ; Pedonne. Ils montrent dans ce cas combien la migration fait appel à une série de techniques, certaines plus sociales que d'autres. L'exemple des mères de famille équatoriennes étudiées par Herrera (2005) et Pedonne (2006) montre ainsi comment ces migrantes doivent laisser leurs propres enfants à la garde de leurs mères, leurs sœurs ou d'autres parentes, afin d'aller travailler et prendre soin des enfants d'autres foyers. La migration aux Etats-Unis est ainsi l'occasion, dès les préparatifs du départ, dans le cours du voyage, dans les multiples séquences de l'installation, voire dans les allers-retours, de créer de nouveaux liens sociaux, dans la famille, la communauté ou au travail, contribuant à modifier le sens et les contours de chacune de ces réalités.

Les études sur ces populations migrantes révèlent les points forts des recherches nord-américaines, aussi bien qualitatives que quantitatives, dans les domaines du genre, de l'ethnie et de l'approche urbaine des phénomènes sociaux. Une grande majorité de ces travaux tiennent compte de la situation dans les sociétés d'origine. Il s'agit là d'une longue tradition d'analyse qui remontent aux « paysans polonais » de Znaniecki (1918-1920), avec l'importance placée sur le double regard croisé entre société de destination et société d'origine, dans l'espace et dans le temps, regard qui s'appuie sur la combinaison des méthodes et de riches matériaux d'enquête (questionnaires, récits de vie, lettres envoyées au pays...). Comme l'ont remarqué maints chercheurs latino-américains, ces enquêtes, comme celles de l'illustre prédécesseur polonais, demeurent cependant principalement orientées par les préoccupations de la société de destination, conditionnant ainsi les catégories d'analyse. A notre connaissance, et dans une autre aire géographique, il faut remonter aux travaux d'A. Sayad et de P. Bourdieu pour avoir un regard qui prend le parti de la société d'origine.

Enfin, la question du travail et de l'emploi n'est pas en reste, et l'on peut citer ici en exemple l'étude menée par S. Chauvin (2010) sur les journaliers à Chicago par sa capacité à articuler l'ensemble de ces dimensions. Ce travail révèle par ailleurs tout l'intérêt qu'il y a à porter le regard - ethnographique - sur la construction pratique des modalités d'embauche des migrants. Il donne à voir les modes de flexibilisation, de segmentation, de privatisation et d'insécurisation de leurs parcours professionnels. Indéniablement, il y a là une approche qui contribue à cerner les modalités de construction de la relation salariale qui s'avèrent elles-mêmes souvent déterminantes dans la construction de certains rapports sociaux dans la société américaine. En d'autres termes, ce travail contribue à relativiser

fortement le paradigme de l'« adaptation » (des travailleurs migrants à leur emploi) mais vise au contraire à reconstruire les mécanismes sociaux qui modèlent des emplois en fonction des travailleurs disponibles.

Signalons que la force de « pénétration » de ces catégories d'analyse ne vaut pas seulement dans un rapport hégémonique nord-sud. Ce constat vaut également pour la migration des latino-américains en Espagne. Une récente revue – critique - de la littérature sur les « économies ethniques » en Espagne confirme la domination des catégories d'analyse nord-américaines (Riesco, 2012). L'argument de l'auteur est d'importance dans la mesure où la précision descriptive de ces catégories analytiques, qui permet certainement de se donner une représentation de la société plus ajustée, ne donne pas nécessairement sens à la dynamique sociale qui se trouve à l'origine de ces fragments empiriques.

Au-delà de la querelle théorique, il faut garder à l'esprit l'importance que constitue pour l'analyse des phénomènes migratoires centraméricains les modalités de participation sociale des migrants à la société américaine. Qualifier ces phénomènes de transnationaux peut être réducteur dans la mesure où ce n'est pas vraiment la question nationale, et donc celle de l'affaiblissement du rôle de l'Etat, qui se trouve directement en jeu. Peut-être mieux vaut-il interroger ces éléments comme des formes de la relation salariale, les migrants s'affranchissant ou se jouant de certaines lois nationales, comme autrefois l'on se jouait des règles d'une corporation, d'une famille, d'un village pour trouver à s'employer. Ce qui importe ici est la compréhension de cette chaîne d'opérations qui provoque des mobilités et des immobilités. En ce sens, la situation salvadorienne est emblématique. En forçant le trait, elle montre que la mobilité des uns, partis aux Etats-Unis, peut parfois « payer » l'immobilité des autres, restés au pays, ce qui provoque la mobilités d'autres encore, celles des voisins du Nicaragua ou du Honduras. Pour certains acteurs économiques, Etats, entreprises ou organismes internationaux, il y a là un circuit économique peu productif. Pour d'autres, un moyen de se libérer de l'emploi-corrée, sinon forcé qui semble être le lot de bien des habitants de cette région du monde.

### 3. Un bref éclairage sur le Honduras

Avec près de 700km de côte sur son versant Caraïbe, la géographie du Honduras révèle des proportions étonnantes. Nettement plus grand que la Hongrie ou l'Autriche, le Honduras n'est pas le « tout petit » pays que suggèrent les échelles trompeuses auxquelles on a l'habitude de voir représentée l'Amérique Centrale. Au sein de la zone, le Honduras est le deuxième pays en superficie (112 088km<sup>2</sup>), après le Nicaragua (148 000km<sup>2</sup>). C'est un pays essentiellement montagneux : 70% du pays se situe à plus de 300m d'altitude, et 55% à plus de 600m d'altitude, ce qui vaut au Honduras de jouir du climat le plus tempéré de toute l'Amérique Centrale. Malheureusement, l'escarpement des pentes est si prononcé que 60% de la superficie du pays, constitués de déclivités de 40% et davantage, se révèlent impropres à autres choses que des usages pastoraux ou forestiers. L'extrême vallonnement du pays aussi bien que le caractère tourmenté de ses systèmes montagneux ont historiquement morcelé sa population en îlots de peuplement mal reliés entre eux, voire s'ignorant les uns les autres. Il en résulte une forte variété climatique, non seulement variable selon l'altitude mais également selon l'orientation des versants : les forêts de chêne et de pins font parfois face à des forêts tropicales !

Le Honduras dispose cependant d'un atout incomparable, sa Dépression centrale, qui résulte de la disposition divergente des cordillères hondurésiennes. Vers le Sud, cette dépression centrale se termine en un Golfe qu'elle creuse sous la mer : le Golfe de Fonseca. Ceci raccourcit d'autant le trajet transisthmique, puisqu'à peine 250km à vol d'oiseau séparent l'embouchure du Rio Ulúa, sur le littoral caraïbe, de la rive méridionale du pays, sur le Golfe de Fonseca. Voilà constitué un « boulevard naturel » qui forme le fait géographique majeur du Honduras.

Il n'en demeure pas moins que la configuration exagérément montagneuse du pays fait qu'au grand maximum seuls 32.4% de sa superficie peuvent être considérés comme propices aux usages agricoles. En outre, selon les critères régionaux, les sols du Honduras s'avèrent médiocres. Ce pays est en effet le seul de l'Amérique Centrale à ne pas bénéficier de la fertilité exceptionnelle des laves, cendres et autres scories volcaniques.

On comprendra aisément que c'est dans cette Dépression qu'une grande partie de la population s'est installée, ainsi que dans les départements limitrophes du Salvador et du Guatemala. A ces régions, il convient d'ajouter, au nord : le littoral jusqu'au-delà de La Ceiba, puis ensuite la vallée de l'Aguán ; et au sud-est : les régions frontalières du Nicaragua (département d'El Paraíso). Cette zone de peuplement en arc de cercle enferme l'immense département d'Olancho, relativement peu peuplé et majoritairement constitué de savanes dédiées à l'élevage des bovins. A l'Est de ce même département commence la Mosquitia, vaste zone tropicale pratiquement vide d'hommes et couverte de forêts, où commencent malheureusement à prospérer de nombreuses activités de contrebande.

Cette géographie complexe singularise, sans outre mesure, le Honduras parmi les pays de l'Amérique

centrale. Elle explique en partie sa faible urbanisation. Les données du recensement de 2010 indiquent qu'à peine plus de 50% de la population réside en zones urbaines (46% en 2001).

Pays essentiellement rural, l'urbanisation n'en constitue pas moins un phénomène en expansion. Le tournant pris en matière économique, d'une économie essentiellement agricole à une économie industrialisée, a très certainement contribué au déplacement des populations rurales en zones urbaines. On peut remonter ce tournant à la *Ley para la modernización y el desarrollo del sector agrícola* (Loi pour la modernisation et le développement du secteur agricole) de 1992 qui marque le déclin de l'usage coopératif (ejidal) des terres. Cette loi a permis la libéralisation du marché des terres et a augmenté la part de la propriété privée capable par l'usage de techniques modernes d'agir sur les marchés internationaux. Les effets de ces politiques agricoles sont bien connus : concentration des richesses, meilleure productivité des terres et paupérisation rurale qui se trouve à l'origine des migrations vers les villes. Entre 1983 et 2003, le pourcentage de la population hondurénienne employé dans l'agriculture est passé de 43% à 34%.

Cet exode rural n'est évidemment pas sans conséquences sur l'environnement urbain. Ce dernier doit accueillir des flux importants sur de courtes périodes, sans oublier une croissance démographique « naturelle » toujours importante, même si ces dernières années on constate une diminution du taux de natalité. Pour donner une idée de l'urbanisation au Honduras, on comptait en 1961 440 000 honduriens vivant dans les zones urbaines. En 2001, le nombre s'est élevé à 3 millions ; en 2010, à 4 millions. 2 principales zones urbaines accueillent, à parts égales (environ 13% chacune), la population du pays: le district central avec la capitale Tegucigalpa, et le département de Puerto Cortès avec la ville de San Pedro Sula. L'urbanisation de ces deux villes est cependant distincte. Dans le département de Cortès, toutes les grandes communes (12) sont considérées comme urbaines, alors que seules 16 des 26 communes du département de Francisco Morazán (département de la capitale) le sont. Alors que le district central contient la grande majorité des habitants vivants dans le département, San Pedro Sula ne correspond qu'à la moitié de la population de Cortès, ce qui rend l'urbanisation de la capitale particulièrement dense. Ces chiffres indiquent deux formes de croissance urbaine que l'on peut expliquer en partie par la topologie des régions. D'un côté, le district central est ceint de montagnes qui restreignent fortement l'expansion urbaine, tandis que les usines de San Pedro Sula peuvent aisément s'étendre de tous côtés.

C'est en effet dans le département de Cortès que se sont installées les usines (de confection principalement), bases de la stratégie de développement économique par l'exportation adoptée par les différents gouvernements du Honduras depuis les années 1990, et surtout depuis les accords CAFTA qui couvrent toute la zone. Il ne serait sans doute pas exagéré d'affirmer que le secteur textile hondurénien reproduit dans le monde industriel ce qui s'est produit dans le secteur de la banane quelques décennies plus tôt. La part du secteur textile dans l'ensemble des exportations du Honduras vers les Etats-Unis atteignait 69% en 2004, part qui remontait cependant à plus de 80% dans les années 1990. Même si le secteur textile n'accueille pas seulement des capitaux américains (les

asiatiques sont en effet très présents, avec Taiwan et Corée du Sud principalement), les accords CAFTA avaient pour but de sauvegarder l'industrie textile américaine en la protégeant de la concurrence chinoise (Bair and Dussel Peters, 2006). En somme, il s'agissait de faire faire en Amérique centrale et au Mexique une partie de la production qui serait ensuite rapatriée, avec des coûts bien inférieurs en mesure de résister à l'offre chinoise. Cette stratégie a très certainement permis de consolider une industrie textile performante en Amérique Centrale, et au Honduras en particulier, mais à des conditions sociales encore bien peu favorables aux divers travailleurs qui la composent. En d'autres termes, sans grandes innovations techniques, la performance industrielle, soumise à la volatilité du marché des consommateurs américains, repose donc, en dernier ressort, sur la malléabilité et la corvéabilité des salariés, performance qui n'a et n'aura d'autres limites que leur degré de consentement. Or, la longue histoire du travail forcé, ou fortement corvéable, dans l'isthme centraméricain nous indique déjà les piètres résultats de ces politiques d'emploi.

Reste que, compte tenu de sa localisation géographique, à deux-trois heures d'avion de grandes villes américaines, avec les coûts logistiques les plus faibles de la région, le Honduras va demeurer un acteur clé pour tous les investisseurs soucieux de pénétrer des segments spécifiques du marché américain. Si la recrudescence de la violence dans le pays et le caractère chronique des catastrophes naturelles constituent d'indéniables obstacles au développement, le Honduras ne semble pas pour l'heure en capacité de modifier ses structures productives ni d'élever le niveau de qualification de sa main-d'œuvre afin d'assurer un autre rôle que subalterne dans cette région de l'hémisphère.

## Conclusion

L'Amérique Centrale demeure une région politiquement sensible, écologiquement vulnérable, socialement inégale. Son développement économique, fortement dépendant de la conjoncture mondiale et surtout américaine, est encore très fragile. A ce panorama peu engageant, il faut malheureusement ajouter le développement sans précédent de la violence liée au trafic de drogue, autant d'éléments qui ne permettent pas de penser que les flux migratoires et de remesas soient prêts de se tarir. Si chacun peut aller de son pronostic, il faut néanmoins signaler deux données nouvelles. La première a trait à la récente décision de l'administration Obama (16 juin 2012) en matière migratoire. Un vaste procès de régularisation sera en cours aux Etats-Unis qui aura très certainement de profondes répercussions dans l'isthme, au moins en matière d'apports en devise. Le second point tient aux modalités de réaction des pays centraméricains aux divers trafics en cours. Dans l'adversité, certaines réformes, notamment politiques, peuvent être prises qui pourraient modifier le statu-quo actuel.

Pour l'heure, les grandes tendances migratoires dans l'isthme sont bien connues. S'il y a environ 3 millions de centraméricains qui migrent, principalement vers les Etats-Unis, les migrations intra-régionales ont toujours été très présentes. Celles des nicaraguayens au Costa Rica en sont un exemple. Mais les flux plus récents du Honduras et du Nicaragua vers El Salvador indiquent d'autres tendances. Ce dernier pays semble s'engager dans un partenariat stratégique avec les Etats-Unis plus équilibré, notamment en matière éducative, qui lui donne une stature nouvelle. La récente visite du président Obama au Salvador en est un indice. D'autres tendances seraient à relever, celles notamment de la migration vers l'Espagne. Gageons que la crise économique en Europe, et particulièrement en Espagne risque de tarir quelque peu ce flux récent.

Peut-on dès lors parler de diversification des flux ? Sans doute, mais ce serait à notre sens manquer le sens de la dynamique migratoire centraméricaine, qui demeure fondamentalement liée, selon nous, aux rapports entre les mondes ruraux et urbains. C'est à l'observation minutieuse des rapports qui (re)constituent ce couple pour le moins âgé qu'invite ce rapport, en particulier à travers l'étude des usages de la main-d'œuvre qui habitent ces espaces.

## Bibliographie

- Bair Jennifer and Dussel Peters Enrique (2006), "Global Commodity Chains and endogenous Growth: Export Dynamism and Development in Mexico and Honduras", *World Development*, Vol. 34, No. 2, pp. 203-221.
- Baumeister et al. (2008), *Estudio sobre las migraciones de los nicaraguenses*, Ed. De las Ciencias Sociales, Guatemala.
- CEPAL (2010), *Anuario Estadístico para América Latina y el Caribe 2010*, Santiago de Chile.
- CEPAL-OD (2010), *Migración interna*, Santiago de Chile.
- CEPAL, serie desarrollo territorial n°7, Políticas e instituciones para el desarrollo económico territorial. El caso de Honduras.
- Chauvin Sébastien (2010), *Les agences de la précarité*, Paris, Seuil-Liber.
- Chollet Donna L. (2011), "Renegotiating gender and class in the berry fields of Michoacán, Mexico", *Dialectical anthropology*, 35, pp.147-169.
- Dirven, M. (2004), "El empleo rural no agrícola y la diversidad rural en América Latina". *Revista de la CEPAL*, N° 83, pp. 50-69.
- GCIM (Global Commission on International Migrations, 2005), *Migration in an interconnected world: new directions for action*.
- Gruzinski Serge, *La colonisation de l'imaginaire, Sociétés indigènes et occidentalisation dans le Mexique espagnol, XVIe-XVIIIe siècle*, Paris, Gallimard, Bibliothèque des Histoires, 1988, 374p
- Herrera, Gioconda (2005), "Mujeres ecuatorianas en las cadenas globales del cuidado", en G. Herrera, M. C. Carrillo and A. Torres (Eds.) *La migración ecuatoriana. Transnacionalismo, redes e identidades*, Ecuador, Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales.
- Hondagneu-Sotelo, Pierrette (2001), *Doméstica: Immigrant Workers Cleaning and caring in the Shadows of Affluence*, Los Angeles: University of California Press.
- Leah Schmalzbauer, *Striving And Surviving: A Daily Life Analysis of Honduran Transnational Families*, Routledge, 2005.
- learned", en Martine, Gerard, Gordon McGranahan y otros (eds.), *The New Global Frontier: Cities,*
- Martine, Gerard y Jorge Rodríguez (2008). "Urbanization in Latin America: Experiences and lessons
- Martínez Pizarro, Jorge (ed.) (2011), *Migración internacional en América Latina y el Caribe. Nuevas tendencias, nuevos enfoques*, Santiago de Chile, CEPAL.
- Martínez, Jorge; Leandro Reboiras y Magdalena Soffia (2009), *Los derechos concedidos: crisis económica mundial y migración internacional*, Serie Población y Desarrollo, N° 89, Santiago, CEPAL.
- OIT-Apuntes del Mercado laboral (2011).

- OIT, *Les migrations internationales. A rights-based approach*, Geneva, 2010
- Pedone, Claudia (2006), *Estrategias migratorias y poder. Tú siempre jalas a los tuyos*, Quito, Ecuador, Ediciones ABYA-YALA.
- Pérez Brignoli Hector (1985), *Breve historia de Centroamérica*, Alianza Editorial.
- PNUD (2010), *Human Development Report 2010*, New York.
- *Poverty and Environment in the 21st Century*, Londres, Inglaterra, Earthscan Publications.
- Programa Estado de la Nación (2008), *Estado de la Región en Desarrollo Humano Sostenible 2008*, San José-Costa Rica, Programa de Estado de la Nación.
- *Regionales (EURE)*, vol. 33, N° 100, Santiago de Chile, Pontificia Universidad Católica de Chile.
- Riesco Alberto (2012), "le travail indépendant des immigrés et sa sociologie", in Desmarez P., Lanciano-Morandat C., Montchatre S., Stroobants M. et Vatin F. (Coord.), *Temps, travail et salariat. Actualité de la pensée de M. Alaluf et P. Rolle*, Octarès, Toulouse, pp.57-66.
- Rodríguez, Jorge y Gustavo Busso (2009). *Migración interna y desarrollo en América Latina entre 1980 y 2005. Un estudio comparativo con perspectiva regional basado en siete países*, Santiago
- Sassen, Saskia (2007). "El reposicionamiento de las ciudades y regiones urbanas en una economía global: ampliando las opciones de políticas y gobernanza". *Revista Latinoamericana de Estudios Urbano*
- Weller Jürgen (compilador) (2010), *Mercado laboral y diálogo social en El Salvador*, CEPAL.